



GHAZA Veto américain à un cessez-le-feu et à l'accès humanitaire

Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2



COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE
**L'Algérie dénonce
le caractère
«éhonté» d'une
requête déposée
par le Mali** P. 2

**UFC
Lancement des cours
à partir d'aujourd'hui** P. 4

**STELLANTIS EL DJAZAIR
«IDENET»
Un partenariat pour
équiper les taxis
de solutions GPS
et de taximètres** P. 4

**Tebboune préside une réunion
du Haut Conseil de sécurité** P. 3



Ghaza
**Veto américain à un
cessez-le-feu et à l'accès
humanitaire**

**Vendredi 713^e jour de l'agression sioniste
contre la population civile de Ghaza et 200^e jour
du siège total de l'enclave, l'armée génocidaire
d'Israël poursuit ses massacres contre les femmes,
les enfants, et les personnes à la recherche
d'aide alimentaire.**

Mohamed Mehdi

Le rapport statistique publié, hier, par le ministère de la Santé, fait état de 179 victimes lors des précédentes 24h (jeudi), dont 33 martyrs et 146 blessés transférés vers les hôpitaux de Ghaza, précisant qu'un certain nombre de victimes est encore dans les rues ou sous les décombres et que les services des ambulances et de la Protection civile ne peuvent pas atteindre en raison des bombardements. Le nouveau bilan passe 65.174 martyrs et 166.071 blessés, le nombre total de victimes Palestiniennes depuis le 7 octobre 2023. Quant au bilan des victimes depuis la reprise des bombardements, le 18 mars 2025, il passe à 12.622 martyrs et 54.030 blessés, ajoute le document.

Dans les centres de la Fondation «GHF», l'armée d'occupation et les mercenaires américains continuent de tuer des demandeurs d'aide alimentaire faisant 1 martyr et 17 blessés, lors des précédentes 24h, portant le nombre total des victimes parmi les demandeurs d'aide alimentaire à 2.514 martyrs et 18.431 blessés.

Le ministère de la Santé a également annoncé le décès de 4 personnes affamées, dont un enfant, portant le nombre total de victimes de la famine et de la malnutrition imposées par Israël avec le soutien des Etats-Unis à 440 martyrs, dont 147 enfants.

Le Bureau de la Coordination des affaires humanitaires des Nations unies a fait état, hier, de «28.000 cas de malnutrition sévère chez les enfants de moins de cinq ans (qui) ont été recensés en juillet et août», ajoutant à propos des intenses bombardements en cours, que «11 installations de l'UNRWA servant d'abris à 11.000 personnes déplacées à Ghaza ont été endommagées en 5 jours».

En outre, le responsable du réseau des ONG palestiniennes à Ghaza a déclaré à Al Jazeera que la quantité de carburant disponible dans la bande de Ghaza ne suffira que pour 72 heures, prévenant que cela risque d'interrompre la distribution de l'eau potable.

Vendredi, les bombardements israéliens sur l'ensemble de l'enclave ont fait, depuis l'aube jusqu'à 16h (localement), au moins 29 martyrs,, dont 15 à Ghaza-ville, rapporte Al Jazeera citant des sources médicales.

Al Jazeera source ajoute que deux parmi les personnels médicaux de l'hôpital Al-Quds, situé dans le quartier de Tal al-Hawa, au sud de la ville de Ghaza, ont été blessés lorsqu'un drone de l'armée israélienne a largué une bombe à proximité de l'établissement.

Toujours dans la ville de Ghaza, l'hôpital de campagne Al-Saraya a rapporté que 6 Palestiniens ont été

blessés lors d'un bombardement israélien sur la rue Al-Jalaa. Une source à l'hôpital Al-Awda a rapporté le martyre de 4 Palestiniens tués et d'autres ont été blessés lors d'un bombardement israélien au nord du camp de réfugiés de Nuseirat, dans le centre de l'enclave. Au sud de l'enclave, 2 enfants sont tombés en martyrs et plusieurs autres ont été blessés dans un bombardement sioniste visant une tente pour personnes déplacées à al-Mawasi, Khan Younés.

**BENDJAMA : «L'ALGÉRIE,
N'ABANDONNERA JAMAIS
LES PALESTINIENS»**

Le Conseil de sécurité de l'ONU a échoué, jeudi soir, à adopter un nouveau projet de résolution réclamant un cessez-le-feu et l'accès humanitaire dans la bande de Ghaza, encore une fois à cause du veto des Etats-Unis.

«Un affront de plus qui entache la conscience de l'Humanité», a déclaré le Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, l'ambassadeur Amar Bendjama, commentant ce troisième échec depuis le début du génocide israélien à Ghaza.

M. Bendjama a présenté ses excuses au peuple palestinien, particulièrement aux habitants de Ghaza. «Nous les Algériens, nous vous entendons, frères et sœurs palestiniens. Pardonnez-nous, particulièrement, Vous qui êtes à Ghaza, en proie aux flammes, enfouis sous les décombres. Pardonnez-nous, car ce Conseil n'a pas su sauver vos enfants, (...) vos femmes, (...) vos médecins, infirmiers et infirmières, (...) vos journalistes, et vos agents humanitaires». «Le monde parle de droits et de la nécessité de les respecter, mais il vous prive de ces mêmes droits. Palestiniens et Palestiniennes, pardonnez-nous car nos véritables efforts se sont dissipés à cause du rejet. Malgré tous ces efforts sincères, le Conseil ne vous a apporté aucune aide», a encore affirmé Bendjama. Le diplomate algérien estime que l'entité sioniste «est protégée et bénéficie de l'impunité du fait de la partialité de notre système international», ajoutant qu'à chaque acte impuni c'est «l'humanité qui s'anéantit». Après avoir salué le vote des 14 membres du Conseil de sécurité en faveur du projet de résolution, qui «ont agi en toute conscience et relayé les appels de l'opinion publique internationale», Bendjama a ajouté : «les choses sont très claires, et à chacun de nous de choisir. Agir pour mettre fin au génocide ou être complice». «L'Algérie n'abandonnera jamais les Palestiniens et plaidera sans cesse en faveur de la création d'un Etat palestinien avec El-Qods pour capitale», a conclu M. Bendjama.

Cour internationale de justice
**L'Algérie dénonce le caractère «éhonté»
d'une requête déposée par le Mali**

L'Algérie a dénoncé le caractère «éhonté» d'une requête déposée, le 16 septembre courant, par le Mali auprès de la Cour Internationale de Justice (CIJ), la qualifiant de «procédure manœuvrière», soulignant son intention de notifier à la CIJ son refus de cette requête, en temps opportun, indique vendredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines.

«Le Gouvernement malien a annoncé avoir déposé, le 04 septembre 2025, une requête introductive d'instance contre l'Algérie auprès de la Cour Internationale de Justice», lit-on dans le communiqué.

«A l'occasion de la conférence de presse qu'il a animée, le 13 septembre courant, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines a démenti cette allégation»,

rappelle la même source.

Mis face à cette déclaration mensongère, poursuit la même source, «les autorités maliennes se sont résolues à déposer cette requête, le 16 septembre courant, comme annoncé aujourd'hui par le communiqué émanant de la Cour Internationale de Justice».

Le ministère des Affaires étrangères constate «un paradoxe saisissant à propos de la démarche malienne. Ce paradoxe réside dans le fait de voir la junte malienne, qui a foulé au pied la légalité et l'ordre constitutionnel dans son pays, se soucier du droit qu'elle méprise au plan interne et auquel elle prétend faussement s'attacher au plan international».

Il constate, également, que «cette même junte a mené le Mali au désastre politique, économique et sécuritaire et qu'elle est elle-même l'instigatrice d'une banqueroute morale».

La démarche malienne auprès de la Cour Internatio-

nale de Justice «procède manifestement d'une tentative d'instrumentalisation de cet auguste organe judiciaire des Nations Unies dans une tentative désespérée de recherche de bouc émissaire qui l'exonérerait de ses responsabilités dans la tragédie qu'elle inflige au Mali frère», ajoute le ministère des Affaires étrangères.

«Cette manœuvre est trop grossière pour être crédible. L'Algérie ne s'en rendra pas complice et en dénonce le caractère éhonté. L'Algérie a une trop haute idée du droit international, tout comme elle voue un profond respect pour la Cour Internationale de Justice. Elle a le devoir de ne pas permettre qu'ils fassent l'objet d'une diversion autant avérée que dérisoire», souligne la même source.

«L'Algérie notifiera, en temps opportun, à la Cour internationale de justice, son refus de cette procédure manœuvrière», conclut le communiqué.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Loin des terrains d'affrontements militaires, Netanyahu veut montrer à son allié

Cybersécurité

roristes perpétrées par Israël contre les responsables du Hezbollah. Une confirmation en quelque

américain et au monde entier une autre domination, technologique celle-là. Dans un discours prononcé, ces derniers jours, lors d'une rencontre avec une délégation du Congrès américain, et après avoir salué la capacité d'Israël à fabriquer des médicaments, des armes, Netanyahu a déclaré : «Avez-vous des téléphones portables ? Si c'est le cas, vous tenez entre vos mains un morceau d'Israël. Beaucoup de téléphones proviennent d'Israël». Soulignant dans ce sillage que les Américains devaient prendre conscience des avantages considérables qu'ils tiraient d'Israël. De toute évidence, la portée de ce discours ne peut pas être uniquement destinée aux Américains, mais au monde entier, en tant qu'avertissement particulièrement aux pays considérés «hostiles». Parce que cette déclaration comporte des implications stratégiques graves, tant au niveau de la sécurité nationale que de la cybersécurité, voire des relations économiques internationales.

Selon les analyses des experts, la déclaration en question soulève d'un point de vue sécuritaire un grand point d'interrogation quant à l'ampleur de l'implantation israélienne dans l'infrastructure technologique mondiale. Cela rappelle l'affaire 'Pegasus', ce logiciel israélien implanté dans les téléphones portables de hauts responsables de plusieurs pays, ainsi que des personnalités médiatiques et des opposants politiques, qui a fait beaucoup de bruit avant de tomber dans le silence. Aussi, plus près de nous, cela fait remonter à la surface l'affaire des explosions de bipeurs et de talkies-walkies au Liban, survenues les 17 et 18 septembre 2024, ces attaques ter-

sorte de la capacité d'Israël d'espionner quiconque utilise un Smartphone ? Certainement qu'il faut aujourd'hui douter de tout Smartphone dont une partie a été fabriquée par les entreprises israéliennes, qui sont devenues incontournables dans le commerce des puces électroniques et des microprocesseurs, pièces principales entrant dans la fabrication des smartphones, et qui pourraient ouvrir la voie à des failles logicielles ou matérielles (Hardware Backdoors) qu'on peut exploiter pour suivre les utilisateurs, intercepter des données, définir la géolocalisation des personnes ou même désactiver des appareils en cas de crise, selon les spécialistes. Mais, si on sait bien faire, cette déclaration de Netanyahu pourrait se retourner contre Israël. Comment ? Des observateurs avertis préconisent que les pays considérés comme des «cibles potentielles» des Israéliens doivent se lancer sans délai dans la riposte technologique, en développant leurs capacités de production dans ce domaine et en renforçant la cybersécurité pour contrer toute tentative de contrôle numérique sur l'avenir des peuples arabo-musulmans et d'autres qui s'opposent à sa politique génocidaire à Ghaza.

On espère également que cette déclaration éveille les consciences et incite les Etats et les gouvernements à reconsidérer leur coopération technologique avec Israël, et pousser d'autres (qui n'ont aucune coopération dans ce domaine avec les Israéliens) à réaliser des audits de sécurité rigoureux des composants techniques utilisés dans les téléphones et les appareils de communication.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone** : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax** : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Education Du nouveau pour les cours d'arabe des 4^e et 5^e années primaire

A. Z.

Le changement apporté au programme pédagogique de quatrième et cinquième années du primaire s'inscrit dans la suite logique des modifications dans le programme de la troisième année primaire pour l'année scolaire 2025/2026. Un changement qui n'est pas d'une grande profondeur, car il s'agit uniquement de l'adoption d'un modèle modifié pour la répartition des cours d'arabe en quatrième et cinquième années du primaire, pour le mettre en conformité avec le changement introduit en troisième année à partir de cette année scolaire.

Notons dans ce sens que le nouveau programme des matières et des horaires de la troisième année de l'Enseignement primaire pour l'année scolaire 2025/2026 consacre sept heures et demie pour l'arabe, avec neuf cours par semaine, contre deux heures pour le français et l'anglais, avec deux cours par semaine. Ainsi, le ministre de l'Éducation a adressé aux directions de l'Éducation des wilayas une correspondance à travers laquelle il confirme cette nouvelle modification. Une modification qui s'inscrit dans le cadre « d'une démarche visant à améliorer les pratiques pédagogiques de l'enseignement de l'arabe en quatrième et cinquième années du primaire, et visant à atteindre un meilleur équilibre entre ses différents domaines, notamment la compréhension orale et l'expression orale, la compréhension écrite et l'expression écrite, en plus de l'établissement d'une progression méthodologique dans l'apprentissage de la langue arabe, du

renforcement des cours de compréhension écrite et d'expression écrite, et de la réalisation d'une harmonie et d'une intégration entre les différentes activités », est-il expliqué. Dans ce sillage, des instructions ont été données aux inspecteurs de l'Enseignement primaire afin d'accompagner les enseignants dans la mise en œuvre de ce projet en programmant et en organisant des séminaires pédagogiques et des journées d'étude sur les différents aspects liés aux modifications apportées, et ce, pendant la période suivant immédiatement la rentrée scolaire 2025/2026, dans le cadre du processus normal de formation continue.

Rappelons qu'une circulaire ministérielle, publiée le mardi 9 septembre, fait état de modifications dans le programme et les horaires de la troisième année du primaire concernant le temps consacré à l'arabe, qui a été augmenté de quinze minutes, qui s'ajoute au cours de lecture, pour atteindre sept heures et trente minutes par semaine, tandis que l'histoire est désormais enseignée dans le cadre d'un cours distinct de trente minutes par semaine et le temps consacré à l'anglais a été augmenté de trente minutes, pour atteindre deux heures par semaine, alors que l'éducation civique a été supprimée, ainsi que la géographie. Selon la note du ministère signée aujourd'hui, ces nouvelles mesures concrétisent l'engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à lancer une révision pédagogique et à alléger le programme scolaire au profit d'activités culturelles, sportives et artistiques, afin de développer les capacités des élèves.

Attaf reçoit l'Envoyée spéciale du Président ougandais

Chargé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, jeudi au siège du ministère, l'Envoyée spéciale du président de la République de l'Ouganda, pays frère, Mme Nalweyiso Proscovia Grace, indique un communiqué du ministère.

A cette occasion, M. Attaf a reçu

un message écrit adressé à Monsieur le président de la République, par son frère le Président Ougandais, M. Yoweri Museveni, ajoute le communiqué. La rencontre a été l'occasion de « passer en revue les relations de fraternité et de coopération unissant l'Algérie et l'Ouganda, empreinte d'une dynamique croissante à tous les niveaux, grâce à l'intérêt particulier que leur accordent les dirigeants des deux pays », conclut le document.

Enseignement supérieur Délégation du pouvoir de nomination aux directeurs d'établissements universitaires

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a signé, jeudi, un arrêté portant délégation aux directeurs d'établissements universitaires, du pouvoir de nomination à un certain nombre de postes liés à la gestion de ces établissements, indique un communiqué du ministère.

« Dans le cadre du renforcement de l'autonomie de gestion des établissements universitaires, de la gouvernance et de la simplification des procédures administrati-

ves, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a signé, ce jour, après l'approbation de la Direction générale de la Fonction publique (DGFP), un arrêté portant délégation au directeur de l'établissement universitaire du pouvoir de nomination aux postes de : vice-doyen de la faculté, chef de département et chef de département adjoint au sein de la faculté, directeur adjoint et chef de département à l'institut », selon le communiqué.

Tebboune préside une réunion du Haut Conseil de sécurité

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, jeudi, une réunion du Haut Conseil de sécurité, indique un communiqué de la Présidence de la République.

« Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a présidé, ce jour, une réunion du Haut Conseil de sécurité », lit-on dans le communiqué.



**Raïna
Raïkoum**

Belkacem Ahcène Djaballah

Mauvaise nouvelle : L'Algérie a perdu 23 % de ses millionnaires en 10 ans. C'est ce que révèle le dernier rapport 'Africa Wealth 2025'. Ainsi, l'Algérie figure parmi les dix pays africains où la richesse privée se concentre le plus, avec 2.700 millionnaires recensés en 2025. Le rapport indique que l'Algérie abrite environ (seulement ?) dix centi-millionnaires (des fortunes estimées à plus de 100 millions de dollars) et un milliardaire (seulement ?). Cette photographie de la richesse nationale illustre une concentration limitée du très haut patrimoine. Mais confirme que l'Algérie reste quand même dans le club restreint des pays africains où l'on recense des fortunes de plusieurs centaines de millions de dollars. À titre de comparaison, la dynamique observée est bien différente dans certains pays voisins ou concurrents. Alors que l'Algérie enregistre une baisse du nombre de ses millionnaires, certains pays africains ont vu croître la population depuis 2015. Ainsi, l'Île Maurice a enregistré une progression spectaculaire de 63 %.

La trajectoire algérienne n'est pas isolée. Le rapport souligne que d'autres pays dépendants seulement ou surtout des revenus pétroliers et gaziers connaissent une contraction similaire. Le Nigeria perd près de la moitié de ses millionnaires (-47 %) et l'Angola plus d'un tiers (-36 %).

En outre, cette tendance contraste avec celle d'économies plus diversifiées, comme le Rwanda (+48 %), qui misent sur les services, la finance ou le tourisme pour générer de nouvelles richesses.

À l'échelle continentale, l'Afrique totalise 122.500 millionnaires en 2025, contre 135.200, dix ans plus tôt. L'Afrique du Sud domine le classement avec 41.100 millionnaires, soit plus d'un tiers du total continental. Cinq pays concentrent 63 % des millionnaires africains et 88 % de ses milliardaires. L'Algérie se situe dans la deuxième partie du tableau, derrière l'Île Maurice mais devant le Ghana.

Bien sûr, « on » ne cesse de nous dire que cette contraction -en Algérie- de la richesse des individus et, cela s'entend, de leur famille (et non de l'État qui, globalement, se porte très bien à travers un Pib qui ne cesse de croître, des réserves de change et d'or appréciables et une dette extérieure infime) est due à une économie nationale reposant surtout sur les ressources induites par les hydrocarbures. La solution proposée ou conseillée : diversifier les sources d'enrichissement, tout particulièrement à travers l'agriculture et les industries, et non plus seulement sur le commerce, l'État régulant et facilitant les procédures seulement. On y va, on y va ! Hélas, les mentalités et les comportements économiques sont souvent les plus difficiles à changer lorsqu'elles doivent se développer, devant évoluer de l'esprit rentier à celui d'entrepreneur, de l'informel au transparent, du commerçant-épicière au producteur industriel, comptant sur ses seules compétences et ses capacités, avec ou (surtout) sans l'aide de l'État, tout en sachant que celui-ci,

Dinars à gogo !

ne s'empêchant pas, l'habitude de créant une seconde nature, d'intervenir.

La preuve ? Beaucoup de nos « riches », plus faux que vrais, et malgré toutes les propositions étatiques pour les « régulariser », se sont empressés d'accumuler, en catimini, des fortunes en dinars (surtout) et aussi en devises, la plupart du temps non déclarées et entreposées dans des lieux souvent incroyables, bien loin des banques, assurément. Car, fruits de la corruption bien plus que de la production ? Tout dernièrement, les services de sécurité ont saisi (à l'intérieur d'un fourgon, ce qui fait que les images deviennent presque irréelles : Des valises ouvertes, débordantes de billets soigneusement ficelés, aux fermetures prêtes à céder sous la pression. Des sacs et des cartons, pleins à craquer, regorgeant de liasses d'euros en grosses coupures) : 124 milliards de centimes en dinars algériens, ainsi que des devises étrangères : des euros, des dollars américains, des riyals saoudiens, des dirhams émiratis, des francs suisses, ainsi que plus d'une dizaine de véhicules de tourisme. Ceci, dans le cadre d'une vaste opération menée contre le blanchiment d'argent et le crime organisé. Neuf suspects, parmi lesquels des fonctionnaires et des opérateurs économiques, ont été arrêtés. Dingue ! Hélas, une petite goutte dans l'océan de la malfaisance économique et financière. Que seule une nouvelle morale économique, basée sur l'initiative individuelle, la compétence avérée et la capacité démontrée sur le terrain, est capable de contrecarrer. Avec une surveillance étatique étroite et une régulation stricte, sévère, continue et, surtout, sans passe-droit, ni favoritisme.

Quelques extraits du « Dictionnaire des citations algériennes », A-D B, éd. El Qobia, Alger

- Ce n'est pas l'argent qui manque, mais la production réelle (Chomsky Noam, « Occupy ». Essai © Editions Média Plus, Constantine 2013)

- Les gens ne comptent pas leurs liasses de billets, ils les déposent sur des balances. Ils ne les convertissent pas dans les banques, mais sous la table, sur les trottoirs (Karim Akouche, « Déflagration des sens ». Roman © Editions Frantz Fanon, Alger 2021)

- Fondée sur la prédation, l'activité économique a ajouté, à la brutalité physique, celle d'un argent « brutal » (Fatma Oussedik, in Hafida Ameyar (direction), « L'Algérie dans la pandémie du Hirak. Crises, Hirak et Décantations ». Essais, ouvrage collectif © Editions Les Amis de Abdelhamid Benzine, Alger 2021)

- Il n'y a pas pire que l'amour de l'argent dans un pays au peuple nécessiteux (Rabia Djelti, « Le buste de la courtisane ». Roman © Editions Dalimen, Alger 2023)

- L'argent est la plus vilaine des vacheries. Quand tu le sers, il te dérobe les yeux ; et quand il te sert, il te confisque le cœur (Yasmina Khadra, « L'Olympe des infortunes ». Roman © Casbah Editions, Alger 2024)

Rentrée sociale Les instructions de Sayoud aux walis

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud a présidé, jeudi, une rencontre de coordination avec les walis de la République, consacrée à l'examen d'un nombre de volets prioritaires liés à la prise en charge des préoccupations des citoyens en prévision de la prochaine rentrée sociale, a indiqué un communiqué du ministère.

Les travaux de cette réunion de coordination, tenue par visioconférence, à laquelle ont pris part, outre les walis de la République, les walis délégués et les chefs de Daïra, a porté sur plusieurs volets prioritaires inscrits dans le cadre des préparatifs relatifs à la prochaine rentrée sociale, et de la prise en charge des préoccupations des citoyens concernant le développement, précise la même source.

A ce titre, une série d'instructions directes, liées notamment à la rentrée scolaire et universitaire ont été données. Le ministre a, à cet égard, insisté sur «la nécessité de garantir les services nécessaires pour la scolarité, tels que le transport et la restauration scolaire, dès le début de l'année scolaire, en accordant une attention particulière aux élèves des zones éloignées, mettant en exergue la nécessité de respecter les conditions de sécurité et d'hygiène dans les structures éducatives et universitaires, et la vérification de la qualification professionnelle des chauffeurs afin d'assurer la sécurité des élèves».

Il a également été annoncé la création des commissions locale de suivi, devant entamer le travail dès le premier jour de la rentrée scolaire, chargées de corriger rapidement toute anomalie constatée, ajoute le communiqué.

Concernant la préparation aux saisons automnale et hivernale, le ministre a souligné la nécessité de renforcer les mesures et actions préventives face aux risques liés aux

intempéries, en vue de protéger les citoyens et leurs biens et d'éviter les dommages causés aux infrastructures de base. Il a également chargé les services techniques compétents et les établissements locaux de suivre ce dossier rapidement et en permanence.

L'accent a en outre été mis sur la nécessité de prendre les mesures de protection des villes et agglomérations, sur la base d'un programme proactif, reposant sur les enveloppes financières disponibles dans le cadre des différents programmes sectoriels et locaux.

Dans le domaine de l'approvisionnement en eau potable, les instructions insistent sur «la nécessité d'aller vers la réhabilitation des réseaux d'approvisionnement en eau, une démarche complémentaire aux efforts déployés pour accroître les capacités d'approvisionnement réalisées grâce à de grands projets stratégiques, en s'appuyant sur une priorisation précise et l'élaboration d'un plan pratique incluant des travaux d'entretien périodiques, une prise en charge continue des fuites et des pannes, ainsi qu'une distribution équitable au profit des différentes régions, tout en veillant au respect des programmes de distribution en informant les citoyens de toute modification», selon la même source.

Concernant le cadre de vie du citoyen, il a été souligné la nécessité de «redoubler les efforts pour améliorer l'aspect des villes et des villages, remédier aux aspects négatifs constatés en matière de nettoyage public et d'aménagement urbain, et réhabiliter les espaces publics en offrant un cadre adapté aux citoyens.

Il a également été souligné la nécessité d'adopter des programmes de nettoyage public stables et continus sur l'ensemble du territoire local, et d'éviter les campagnes inefficaces et temporaires, avec la mobilisation

de tous les services et institutions locales concernés et l'engagement des responsables locaux à un suivi continu.

Dans le domaine de l'action de proximité, l'accent a été mis sur «l'implication des différents cadres locaux dans l'action de proximité, l'écoute des citoyens, l'identification de leurs conditions et les moyens de les améliorer de façon continue, le renforcement de la communication avec les acteurs locaux de manière efficace et inclusive, l'adoption de suggestions et de contributions constructives, l'information continue des citoyens et la réponse aux préoccupations et requêtes objectives, afin d'éviter toute désinformation susceptible de perturber leur quiétude».

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a également donné plusieurs directives visant à renforcer les efforts pour assurer la sécurité des citoyens et de leurs biens et à lutter contre toutes les formes de criminalité.

A cette occasion, M. Sayoud a annoncé l'adoption d'une approche fondée sur la communication continue avec les walis de la République et l'intensification de la coordination centrale locale afin de prendre en charge efficacement les différentes questions sectorielles. Il a également décidé de tenir une réunion mensuelle de coordination pour suivre la mise en œuvre des instructions et des directives émises.

La rencontre a été marquée par des interventions de plusieurs walis de la République et de cadres centraux sur les différentes questions liées à l'ordre du jour de la réunion, ce qui a permis d'évoquer un certain nombre de sujets liés à la gestion des affaires locales et de débattre des moyens de prendre en charge les préoccupations qui s'y rapportent, selon le communiqué du ministère.

Ministère des Affaires étrangères Le service «T@sdik» pour l'envoi de documents via les bureaux de poste lancé

Le ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines a annoncé, jeudi, le lancement officiel du service «T@sdik», qui offre aux citoyens la possibilité d'envoyer leurs documents via les bureaux de poste situés dans les chefs-lieux de daïra, en vue de leur certification au niveau du service de l'état civil du ministère pour leur utilisation à l'étranger.

«Le ministère des Affaires étrangères informe les citoyens du lancement officiel du service «T@sdik» qui leur offre la possibilité d'envoyer leurs documents via les bureaux

de poste situés dans les chefs-lieux de daïra, en vue de leur certification au niveau du service de l'état civil du ministère des Affaires étrangères, pour leur utilisation à l'étranger», indique un communiqué du ministère.

«Ce nouveau service efficace et sécurisé, qui offre la possibilité de suivre les courriers, permet le traitement, le transfert et la distribution des documents destinés à la certification, et déposés par les citoyens au niveau des bureaux de poste situés dans les chefs-lieux de daïra, afin de les transférer au ministère des Affaires étrangères qui, après leur certification, les revoie aux citoyens qui les

ont déposés», a précisé la même source.

«Ce service consulaire, fruit d'une collaboration entre le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Poste et des Télécommunications, représenté par Algérie Poste, s'inscrit dans le cadre des efforts soutenus consentis par le gouvernement en vue de simplifier les procédures administratives et de rapprocher l'administration du citoyen», ajoute le communiqué. «De plus amples informations sont disponibles sur les sites officiels du ministère des Affaires étrangères et d'Algérie Poste», note le communiqué.

Programme de la famille productive Le décret fixant les modalités de bénéfice publié au JO

Le décret exécutif fixant les conditions et les modalités de bénéfice du programme de la famille productive a été publié dans le dernier numéro du Journal officiel (JO).

Il est entendu par «famille productive» au sens du décret exécutif n 25-236 du 9 septembre 2025, la famille «qui dépend, pour subvenir à ses besoins, de l'exercice d'activités sur la base des qualifications artisanales ou des compétences professionnelles de ses membres acquises, validées ou résultant d'une formation, conformément à la réglementation en vigueur».

Selon le texte, ce programme vise «l'autonomisation économique et sociale des familles», en vue de leur «garantir un revenu à travers l'exercice d'activités productives».

L'article 4 du décret prévoit l'octroi, une seule fois à la famille productive, d'une aide sous forme de matériels ou d'appareils ou

d'équipements dont le montant varie entre 80.000 DA et 100.000 DA. Le décret exécutif précise que les bénéficiaires du programme de la famille productive sont les catégories sans revenu: le chef ou la cheffe de famille et la femme ayant à charge ses parents, ses frères ou ses sœurs. Il est aussi souligné que les activités liées à l'aide, portent notamment sur les domaines de «la cuisine, la pâtisserie et les différents types de pâtes alimentaires, la couture, la broderie, le filage de laine et le tissage, les activités artisanales de la poterie, de la porcelaine, de la céramique, de la verrerie, des métaux, de l'halfa, du bois et des cuirs, les activités artisanales de joaillerie, de bijouterie et des arts décoratifs, les activités agricoles et la valorisation de leurs produits, notamment le séchage des fruits, les huiles naturelles et la distillation ainsi que celles de l'élevage et de l'apiculture».

Algérie-Hongrie La 4e session de la commission économique mixte se tiendra en décembre à Alger

La quatrième session de la commission économique mixte algéro-hongroise se tiendra en décembre prochain à Alger, indique jeudi un communiqué du ministère.

Les préparatifs relatifs à cette session ont été au centre d'une rencontre tenue, mercredi au siège du ministère, entre le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine El-Mahdi Oualid et l'ambassadeur de la Hongrie en Algérie, Gabor Levente Szarka, en présence des cadres du ministère, selon la même source.

Les deux parties ont, à cette occasion, évo-

qué «les préparatifs relatifs à la 4e session de la réunion de la commission économique mixte algéro-hongroise, prévue décembre prochain à Alger, et qui constituera une opportunité pour donner un nouvel élan aux relations de partenariat et de coopération entre les deux pays, ainsi qu'une tribune réunissant les hommes d'affaires en vue d'établir des projets d'investissement selon le principe gagnant-gagnant», ajoute le communiqué.

Dans ce cadre, les deux parties sont convenues de procéder, lors de la prochaine session, à l'activation et à l'actualisation de plusieurs

accords de coopération et de partenariat conclus précédemment entre les deux pays, en sus de la proposition de nouveaux programmes de coopération notamment dans le domaine de la promotion de l'innovation, de l'aquaculture, des forêts, de la recherche scientifique et d'autres domaines d'intérêt commun, selon le ministère. La rencontre a, par ailleurs, permis de «passer en revue l'état des relations bilatérales historiques unissant les deux pays, ainsi que les voies et moyens de les renforcer dans les différents domaines, notamment agricole», conclut le communiqué.

Stellantis El Djazair - «Idenet» Un partenariat pour équiper les taxis de solutions GPS et de taximètres

Stellantis El Djazair a signé un partenariat avec l'entreprise algérienne «Idenet», versée dans le domaine des solutions de géolocalisation et de taximètres, et ce, afin d'équiper les taxis de solutions GPS et de taximètres, a indiqué vendredi un communiqué du groupe Stellantis.

«Ce partenariat signé en marge de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025) entre dans le cadre de l'engagement de Stellantis el Djazair à soutenir la modernisation du transport urbain en Algérie», ajoute le communiqué.

A travers ce partenariat, «Stellantis El Djazair» confirme son soutien au développement de la sous-traitance automobile algérienne, dans le cadre de sa stratégie de «deep localisation», afin d'offrir des solutions innovantes adaptées aux besoins du marché algérien et de contribuer activement au renforcement de l'intégration industrielle nationale, précise la même source.

A noter que l'entreprise «Idenet» fournit déjà les faisceaux intégrés dans les véhicules produits par Fiat à Tefraoui, selon le communiqué.

UFC Lancement des cours à partir d'aujourd'hui

L'Université de la Formation Continue (UFC) a annoncé, vendredi, dans un communiqué, le lancement des cours à travers les différentes plateformes d'enseignement pour les étudiants inscrits en première année universitaire 2025-2026, à partir d'aujourd'hui samedi. L'UFC précise que les étudiants peuvent accéder aux plateformes d'enseignement via les liens disponibles sur le site web officiel de l'université <https://ufc.dz>, en utilisant leur identifiant (année et numéro du baccalauréat) et leur mot de passe (date de naissance).

«En cas d'impossibilité d'accéder aux plateformes, l'étudiant peut utiliser le mot de passe : 1012000", ajoute le communiqué.

Pour les étudiants ayant réglé les frais d'inscription au cours de la semaine dernière, «ces derniers verront leurs comptes activés à partir de dimanche», précise la même source. Les nouveaux étudiants dans les spécialités Master en psychologie scolaire, Master en anglais Technique management et Master en langue anglaise, pourront payer les frais d'inscription au courant de la semaine prochaine.

Douanes Près de 295 kilos de cocaïne saisis en trois mois

Les services des Douanes ont procédé, durant le 2e trimestre de 2025, à la saisie d'une quantité importante de drogues et de comprimés psychotropes à travers le territoire national, selon un bilan de la Direction générale des Douanes.

Dans la dernière édition de la revue «Les Douanes», la direction a précisé que, dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de contrebande et de criminalité transfrontalière, notamment le commerce illicite, «les brigades douanières ont procédé, durant le 2e trimestre de 2025, à la saisie de plus de 3.352 kg de résine de cannabis, 8.723.307 de comprimés psychotropes et près de 295 kg de cocaïne».

Par ailleurs, les services douaniers ont saisi 143.140 paquets et

8.831 unités de produits tabagiques, et 10 unités d'armes, a indiqué la même source.

En matière de lutte contre la spéculation et la contrebande de produits subventionnés, les services susmentionnés ont saisi, durant la période allant de mars à juin 2025, 69.956 kg et 20.790 litres de produits subventionnés, ainsi que 114.400 litres de carburant.

L'activité de terrain enregistrée par les services et brigades douanières opérationnelles s'est également soldée par la saisie de 968.053 unités de pétards et de jeux pyrotechniques.

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre des missions de protection assignées à cet organisme, en coordination étroite avec les différents corps de sécurité, conclut la même source.

France

Des centaines de milliers de personnes dans les rues contre l'austérité

Plusieurs centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues de France jeudi à l'appel des syndicats, lors d'une journée de grèves et de manifestations destinée à peser sur les choix budgétaires du Premier ministre, nommé la semaine dernière en pleine crise politique.

La CGT, l'une des deux principales centrales syndicales, dit avoir comptabilisé «plus d'un million de personnes» à travers la France, sa patronne Sophie Binet affirmant que la journée est «un succès». Ce chiffre est supérieur à celui de la dernière grande mobilisation contre la réforme des retraites, en juin 2023, qui avait réuni 900.000 personnes selon ce même syndicat. Les autorités ont, elles, fait état de plus de 500.000 manifestants dans le pays, dont 55.000 à Paris, lors d'un défilé qui a donné lieu à quelques heurts en fin de journée.

Jeudi soir, les leaders syndicaux ont annoncé qu'une décision quant à la suite donnée au mouvement serait prise vendredi. Interrogée à la télévision jeudi soir, Mme Binet a estimé que les syndicats et les manifestants étaient «en position de force». Cette première journée de manifestations est «un ultimatum», a-t-elle fait valoir, «il faut que le Premier ministre réponde très rapidement sinon il y en aura de nouvelles». Sébastien Lecornu, le nouveau chef du gouvernement français, a assuré de son côté que les «revendications» des manifestants pour plus de justice sociale et fiscale étaient «au cœur des consultations» qu'il avait engagées avec les forces politiques et syndicales dès son arrivée à Matignon, et ce dans le but de présenter un budget 2026 le plus rapidement possible. Désireux de «poursuivre le dialogue», il

a ajouté qu'il recevrait «à nouveau les forces syndicales dans les jours qui viennent». Cette journée de mobilisation est la seconde en huit jours en France, toujours dans l'attente d'un gouvernement.

Le 10 septembre, une journée baptisée «Bloquons tout» et lancée sur les réseaux sociaux avait mobilisé 200.000 personnes selon les autorités.

Outre Paris, quelques défilés ont également été émaillés d'incidents, notamment à Nantes (ouest) et Lyon (centre-est). Au total, selon le ministère de l'Intérieur, 181 personnes avaient été interpellées par l'important dispositif (80.000 forces de l'ordre) déployé dans le pays.

Onze membres des forces de l'ordre et onze autres personnes, dont un journaliste, ont été blessés dans les incidents qui ont émaillé les cortèges.

«CE N'EST PLUS POSSIBLE»

Cette journée d'action intervient dix jours après la nomination de Sébastien Lecornu, confronté au même défi que son prédécesseur, François Bayrou: proposer un budget permettant d'assainir les comptes publics de la nation, dont la dette atteint 114% du PIB. La mobilisation s'oppose aux mesures budgétaires (coupes dans les services publics, réforme de l'assurance-chômage, gel des prestations sociales...) envisagées dans un plan d'économies de 44 milliards d'euros défendu par M. Bayrou. Et qui ont valu à son gouvernement, alliant le centre droit et la droite, d'être renversé par les députés le 8 septembre. «Quand on voit combien les plus riches peuvent se gaver sur notre dos et (qu')on demande encore plus aux classes



populaires de se serrer la ceinture, au bout d'un moment, ce n'est plus possible», confie Paul, technicien de 29 ans rencontré dans le cortège parisien, qui n'a pas voulu donner son nom de famille.

Même dépit à Lyon, chez Bruno Cavelier, 64 ans. «Je suis pessimiste: quel que soit le gouvernement, c'est la même chose», estime ce plombier chauffagiste à la retraite. «Rien n'a changé, c'est de pire en pire même. Chaque jour les plus riches s'enrichissent, les pauvres s'appauvrissent». Sur le terrain, la situation a été perturbée notam-

ment dans les transports parisiens, avec une circulation restreinte aux heures de pointe, mais relativement fluide sur le reste du territoire. Le ministère de l'Éducation nationale a fait état de 17% d'enseignants grévistes. Des blocages partiels ou fermes de quelques dizaines de lycées ont été enregistrés. Les pharmaciens se sont également mobilisés pour dénoncer la réduction des remises commerciales sur les médicaments génériques. Selon le syndicat de pharmaciens FSPF, environ 18.000 officines sont fermées sur 20.000. Désormais, partis poli-

tiques et syndicats scruteront la réponse de Sébastien Lecornu - troisième Premier ministre du président Emmanuel Macron depuis qu'il a dissous l'Assemblée nationale en juin 2024, le cinquième depuis sa réélection en 2022 - qui a promis des «ruptures» sur le fond et la forme lors de sa prise de fonctions.

Le chef de file de la gauche radicale Jean-Luc Mélenchon, présent dans la manifestation de Marseille (sud-est), a, lui, de nouveau réclamé le départ d'Emmanuel Macron. «Le président, c'est lui le chaos», a-t-il déclaré.

Financement libyen

L'heure du jugement approche pour l'ex-président français Sarkozy



Mouammar Kadhafi a-t-il financé la campagne présidentielle victorieuse de Nicolas Sarkozy en 2007? Le tribunal de Paris, en rendant son jugement le 25 septembre, donnera également sa réponse à cette accusation gravissime, qui fait planer sur l'ex-chef de l'État français la menace d'une lourde peine de prison. Le 27 mars dernier, au terme de trois mois de procès, le parquet national financier (PNF) avait requis à son encontre sept ans d'emprisonnement, 300.000

euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité. Le 6e président de la Ve République française (2007-2012) avait dans la foulée dénoncé «l'outrance de la peine réclamée», qui ne vise selon lui qu'à «masquer la faiblesse des charges alléguées».

Dans cette affaire à tiroirs, Nicolas Sarkozy, aujourd'hui âgé de 70 ans, est soupçonné d'avoir noué, via ses proches, un «pacte de corruption» avec Mouammar Kadhafi, afin qu'il finance son accession à

l'Élysée. Et ce, selon l'accusation, en échange de contreparties diplomatiques, économiques et judiciaires. En particulier un soutien au retour de la Libye sur la scène internationale après des années d'embargo, et un engagement à absoudre un ancien dignitaire libyen, Abdallah Senoussi, condamné à la perpétuité pour son rôle dans l'attentat du DC-10 de l'UTA en 1989 qui avait coûté la vie à 170 personnes, dont 142 Français.

Nicolas Sarkozy a comparu avec 11 autres personnes - dont trois de ses anciens ministres - pour tout une série de délits, parmi lesquels ceux de corruption passive, recel de détournement de fonds publics, financement illégal de campagne ou encore association de malfaiteurs.

Pendant l'audience, le tribunal a examiné un à un les indices rassemblés par les juges d'instruction pendant une décennie d'investigations très complexes, passant de la rencontre entre Nicolas Sarkozy et Mouammar Kadhafi sous une tente en 2005 à Tripoli à la vente par l'ex-ministre Claude Guéant de tableaux largement surévalués, ou encore à l'exfiltration de France en 2012 de Béchir Saleh, l'ancien directeur de cabinet libyen.

«UN PACTE FAUSTIEN»

Pour le parquet financier, Nicolas Sarkozy a noué «un pacte de corruption faustien avec un des dictateurs les plus infréquentables de ces 30 dernières années» afin de «satisfaire ses ambitions politiques dévorantes». Tout au long des investigations, puis du procès, l'ancien président n'a cessé de clamer son innocence, dénonçant un complot

ourdi par le clan Kadhafi pour lui faire payer son rôle déterminant dans sa chute à l'automne 2011, et fustigeant l'absence de «preuves» dans le dossier. «Dix années de calomnie, 48 heures de garde à vue, 60 heures d'interrogatoire», a-t-il énuméré au début du procès en janvier 2025. Et à la fin, «on a trouvé quoi? Rien», «pas un centime libyen». Dans un entretien au quotidien Le Figaro publié début septembre, Nicolas Sarkozy a affirmé appréhender «avec calme» le délibéré. «Cela prendra le temps qu'il faudra, mais je me battrai jusqu'au bout pour prouver mon innocence et je ne baisserai pas la tête pour m'excuser de choses que je n'ai pas faites», a-t-il ajouté. Cette affaire judiciaire n'est pas la seule dans laquelle l'ex-président de la République est enlgué. Définitivement condamné à un an de prison ferme pour corruption et trafic d'influence dans l'affaire dite «des écoutes» ou «Bismuth», Nicolas Sarkozy a dû porter entre janvier et mai un bracelet électronique à la cheville, une sanction inédite pour un ancien chef de l'État.

Il a déposé un recours devant la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). La Cour de cassation examinera par ailleurs le 8 octobre son pourvoi dans l'affaire «Bygmalion», portant sur le financement de sa campagne présidentielle de 2012 et pour laquelle il a été condamné en appel à un an de prison dont six mois ferme.

Il est aussi mis en examen dans une enquête parallèle sur l'éphémère rétractation, possiblement monnayée, de Ziad Takieddine concernant ses accusations dans le dossier de financement libyen.

Refaire corps social

Par **Arezki Derguini*****Suite et fin**

Dans une société contemporaine, les liens du sang sont globalement des liens d'interdépendance faibles. Les individus peuvent compter sur d'autres liens pour leur reproduction. Les associations se développent moins autour de la famille que du marché et de la puissance publique. Le marché et la puissance publique s'interposent de plus en plus entre les individus, s'introduisent au sein de la famille, entre la famille et les individus pour déterminer leur capacité d'agir. Ils composent les associations en substitution de la famille et de ses alliances, entre les individus et les familles. Mais pas de toutes les familles.

Au centre de toute société, il y a des familles. Ceux qui ne possèdent que leur propre corps ne peuvent le transmettre. Les liens du sang ont pour eux peu d'importance.

D'autres familles comptent sur les liens du sang pour préserver leur rang, leur capital accumulé. Le marché et la puissance publique par eux-mêmes ne peuvent faire corps à la société, ils ont besoin des familles. Certaines familles composent les associations avec le marché et la puissance publique. Les liens du sang se mêlent aux autres liens et s'imposent à travers eux. Ce sont comme des familles qui auraient préservé un esprit de corps basé sur les liens du sang dans un corps marchand. C'est leur combativité/compétitivité dans la compétition marchande qui fabrique un tel esprit, qui remet une forte interdépendance dans des liens étendus autour des liens du sang.

Des dynasties familiales ont ainsi été à l'origine du capitalisme commercial et financier du XV^e au XVIII^e siècle. On peut aussi affirmer que le capitalisme industriel actuel de l'Allemagne (Mittelstand), de l'Italie (districts industriels), du Japon (Zaibatsu/Keiretsu), de la Corée du Sud (Chaebol) et de la Chine a une épine dorsale familiale.

Le capitalisme industriel de nombre de puissances économiques doit une grande part de sa réussite à la vision long-termiste, à la cohésion et à l'agilité de la structure familiale. Qualités que l'on ne peut demander à un marché et à un État qui ne prolongerait pas ces qualités sociales.

La crise sociale et politique des sociétés occidentales tient dans le fait que leurs riches familles ne font plus faire corps à la société. Elles tendent à se solidariser avec la richesse et à se désolidariser de la société. Elles ne font plus corps qu'autour de leur capital et se désolidarise du travail, la source de leur richesse. Le capital cesse d'être une force pour devenir une faiblesse. Il n'arme plus une armée du travail conquérante.

L'ESPRIT DE CORPS FAMILIAL

On peut aller même plus loin et affirmer que c'est le modèle familial qui porte celui social.

Une famille ne fait pas corps n'importe comment, une société aussi. C'est à partir du modèle familial que doivent être produits les autres modèles sociaux.

La Chine a raison contre l'Occident : les institutions sociales sont à l'image de la famille^[3]. En Chine, la famille n'est pas une institution sociale parmi d'autres. Elle est l'institution archétypale, le modèle à partir duquel les autres institutions (État, entreprise, religion) sont souvent conçues et comprises. Il faut de ce point de vue anthropologique mettre en rapport le type de famille et le type d'institutions. Un type d'institution est adéquat à un type de famille ou ne l'est pas. Lorsqu'ils ne sont pas adéquats, le type de famille et le type d'institution se brouillent l'un et l'autre. Il y a une filiation entre la famille et les institutions, la famille maghrébine et la djemaa. Filiation qui autorise une résonnance entre les différentes institutions, l'existence d'un esprit de corps. Une désaffiliation crée de la dissonance, une djemaa n'est pas une agora grecque.

C'est la puissance de son esprit de corps irradiant la société, l'influence de l'exemplarité qu'il incarne, qui fait la capacité à faire faire corps à la société. La puissance exécutive peut instituer un corps social, mais elle ne peut lui donner un esprit de corps qui lui dépend de la solidarité et de la performance des liens d'interdépendance.

Ou plus exactement, une telle institution donnera lieu à un état d'esprit relatif à la qualité de ses liens d'interdépendance. Autrement dit, à ce qu'on pourrait appeler un corporatisme attaché à la défense des intérêts collectifs que fabrique le corps institué.

LA DYNAMIQUE HISTORIQUE COMME TRANSFORMATIONS DES MILIEUX

Ainsi chez Ibn Khaldoun, comparativement à l'Europe, la noblesse ne se transforme pas en une classe guerrière qui défait la tribu et la propriété collective, la noblesse ne poursuivra pas son combat pour la monopolisation de la violence. Parvenue au stade de la classe sociale, la noblesse se défait faute de n'avoir pu transformer le milieu, de n'avoir pu désarmer et exproprier la tribu, de ne pas avoir étendu la compétition guerrière. L'esprit de corps est le fait de la classe guerrière dans la société féodale. Les liens du sang ne sont pas absents au sein de cette classe, on peut même dire qu'ils étaient structurants. C'est la compétition entre ces classes guerrières qui leur donne leur esprit de corps. Et c'est la qualité des liens d'interdépendance au sein de cette classe et au sein de la société qui fait leur puissance.

C'est la compétition des classes guerrières européennes entre elles qui va transformer le milieu dans lequel elle opère et qui va faire émerger une nouvelle classe sociale, la bourgeoisie. La fin d'une dy-



nastie c'était la fin de l'esprit de corps d'une tribu guerrière, ce fut l'incapacité de la tribu guerrière à se transformer en classe guerrière, à transformer son milieu en produisant une nouvelle division sociale fondamentale du travail, en transformant le milieu tribal en milieu de classes, en transformant le milieu en paysans et guerriers, puis en marchands et guerriers. La segmentarité de la société tribale a survécu à l'esprit de corps de la tribu guerrière et en a comme triomphé. Au bout de quatre générations, il faut recommencer le cycle : une nouvelle tribu guerrière pour une nouvelle dynastie. L'esprit de corps n'est pas passé de la tribu guerrière à la classe guerrière et de la classe guerrière à la société dans la compétition entre classes guerrières, comme en Occident.

C'est au sein de cette compétition guerrière que va émerger l'espace de la production marchande. La thèse révolutionnaire de Pomeranz est que jusqu'aux alentours de 1750-1800, les régions les plus développées de l'Eurasie (notamment le delta du Yangzi en Chine, mais aussi le Gujarat en Inde et le Japon) étaient globalement au même niveau de développement économique que l'Europe la plus avancée (l'Angleterre et les Pays-Bas).

La «Grande Divergence» – le décollage économique spectaculaire de l'Europe de l'Ouest et le fossé immense de richesse qui la sépare du reste du monde – n'est pas le résultat inévitable de supériorités européennes structurelles (culturelles, politiques ou scientifiques) remontant à la Renaissance ou aux Lumières. Elle est plutôt le produit d'un concours de circonstances fortuites et de facteurs externes, principalement la découverte du Nouveau Monde et l'abondance de charbon en Angleterre^[4].

Selon ma grille de lecture, derrière la découverte du Nouveau Monde, il y a la compétition guerrière de sociétés européennes. L'Europe guerrière a bénéficié d'un en-

vironnement qu'elle a transformé et qui lui a permis d'accumuler des forces : son exportation de la guerre de l'intérieur de l'Europe au monde lui a permis de conquérir de nouvelles terres et de nouvelles ressources, d'exporter son excédent démographique ; sa géographie (ses cours d'eau) et la substitution de l'énergie fossile aux énergies renouvelables (ses ressources naturelles), toutes ces causes sont à l'origine du décollage économique spectaculaire de l'Europe de l'Ouest. En mettant fin à leur compétition interne pour la monopolisation de la violence et la formation d'un empire européen, en portant leur compétition dans le monde pour s'emparer de ses richesses, l'Europe renonce à la création d'un Empire chrétien pour la création d'empires coloniaux. Recréer l'Empire, c'est le recréer à partir du monde. A la compétition pour le monopole de la violence au sein de l'Europe, se substitue la compétition de la monopolisation de la violence à l'échelle du monde, substitution qui passe par l'extension de la division fondamentale du travail à l'ensemble du monde, passe par la compétition monopolisation des ressources mondiales et non plus locales. L'Europe guerrière, désormais l'Occident guerrier, arme et désarme, s'approprie et exproprie en imposant au monde son modèle de différenciation sociale.

C'est ce modèle de différenciation sociale porté à l'échelle du monde qui est aujourd'hui insupportable. La concentration mondiale des richesses, la structuration sociale mondiale ne peuvent plus être supportées. La différenciation sociale de classes est en fin de cycle. Comme avec la différenciation sociale tribale, on assiste à une impuissance de l'esprit de corps familial à faire esprit de corps social. La société tribale n'a pas pu bénéficier du milieu favorable à sa transformation en société de classes. L'Empire chinois ne s'est pas défait et s'est attaché à sa propre défense,

alors que l'Empire chrétien s'est défait pour engager les nations européennes à reconstruire l'Empire à une échelle mondiale. Elles ont bénéficié pour ce faire d'un milieu favorable. Mais en transformant le milieu mondial, les conditions de production générales et en universalisant l'État-nation, elles ont suscité de nouvelles puissances.

EN GUISE DE CONCLUSION

C'est la dynamique des milieux interne et externe qui explique la trajectoire d'un corps. C'est la dialectique d'une société guerrière de classes et d'un milieu biophysique qui explique l'ascension, l'apogée et le déclin de la civilisation occidentale. La division sociale fondamentale de classes en guerriers et producteurs produit un esprit de corps social pendant l'ascension jusqu'à l'apogée. Pendant le déclin, elle n'en est plus capable. Il y a désolidarisation de la société de classes. La classe guerrière n'est plus en mesure de s'enrichir et d'enrichir la société du travail de la classe des producteurs.

La combativité/compétitivité de sa classe de producteurs ne bénéficie plus des mêmes conditions favorables à sa compétition.

De nouvelles puissances guerrières mieux assises sur la puissance productive émergent. La formule civilisationnelle chinoise s'avère supérieure à celle occidentale. L'association du savoir et du travail y est mieux réalisée.

Note

3- Ce point de vue a quelque résonnance avec la thèse d'Emmanuel Todd quand il oppose l'anthropologie à l'idéologie. *La troisième Planète. Structures familiales et systèmes idéologiques. Éditions du seuil. 1983*
3- Kenneth Pomeranz. *Une grande divergence : La Chine, l'Europe et la construction de l'économie mondiale. Albin Michel. 2021.*
Version originale anglaise. Princeton University Press 2000.

Mila

Les marchés de vente de fournitures scolaires sous surveillance

Les efforts du département du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national se poursuivent pour suivre les marchés de proximité dédiés à la vente de fournitures scolaires ainsi que les magasins et autres espaces de vente de produits de grande consommation. M. El Hadj Daachi, directeur central au ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, a procédé, dans ce contexte, aux côtés de cadres de la direction du commerce de la wilaya de Mila, à l'inspection, au chef-lieu de wilaya et dans les communes de Ferdjioua et Chel-

ghoum-Laïd, de plusieurs marchés de proximité spécialisés dans la vente de fournitures scolaires. Le même responsable a déclaré à l'APS, en marge de cette inspection entamée au marché couvert de la cité des 300 logements de Mila, que cette opération s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de tutelle visant à surveiller les espaces de vente de proximité ouverts dans toutes les wilayas en prévision de la rentrée scolaire afin de vérifier, notamment, la disponibilité des fournitures scolaires à des prix compétitifs.

Cette visite a également donné lieu au contrôle, dans plusieurs communes dont

Ferdjioua et Oued Athmania, du processus d'approvisionnement des magasins et des différents espaces de vente de produits de large consommation, où il a été constaté la disponibilité des produits demandés par les citoyens.

Il convient de noter que les services du commerce de Mila ont dédié, dans la wilaya, 3 espaces de proximité consacrés à la vente des fournitures et des manuels scolaires. Le nombre de professionnels participant à cette activité s'élève à 23 opérateurs économiques, parmi lesquels des producteurs, des importateurs et des artisans.

Annaba

Quelque 80 millions de dinars d'indemnisation versés à des agriculteurs sinistrés

Quelque 80 millions de dinars d'indemnisation ont été versés, depuis le début de l'année 2025, par la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) d'Annaba aux agriculteurs dont les récoltes, le bétail et le matériel ont été affectés par des calamités naturelles, a déclaré, jeudi, le directeur de cette caisse, Lazhar Djemani. Le même responsable a précisé, en marge de la remise de chèques d'indemnisation à cinq agriculteurs touchés par les incendies et la grêle, pour un montant total de 2,4 millions de dinars, que "le rythme des indemnisations pour les dommages s'améliore chaque

année", ce qui reflète, selon lui, "l'engagement de la CRMA à renforcer la confiance et l'esprit de coopération avec les agriculteurs". M. Djemani a ajouté que le nombre d'assurés auprès de la Caisse a atteint 146 agriculteurs dans le cadre du guichet unique du crédit "R'fig" et 55 en dehors du guichet, portant le nombre total à plus de 200 bénéficiaires.

La CRMA d'Annaba s'attend à ce que les indemnisations dépassent les 100 millions de dinars d'ici à la fin de l'année, traduisant les efforts déployés pour soutenir la production agricole dans la wilaya, selon le même responsable qui

a appelé tous les agriculteurs de la wilaya à souscrire une assurance agricole pour protéger leurs récoltes et leurs biens des risques naturels, avant d'affirmer que la campagne d'assainissement et de mise à jour des dossiers en suspens, lancée en mars 2025, a permis d'améliorer le traitement des demandes d'indemnisation. M. Djemani a également annoncé que la CRMA d'Annaba a lancé une série de journées d'information dans les différentes communes de la wilaya pour sensibiliser les agriculteurs à l'importance de l'assurance, et les informer des nouvelles procédures administratives.

Khenchela

13 cantines scolaires en renfort

Treize (13) cantines scolaires seront mises en service dans des écoles primaires de la wilaya de Khenchela dès la rentrée scolaire 2025-2026, a indiqué, jeudi, le directeur de l'Education, Bachir Bouderbala. Le responsable a précisé, à l'APS, que les 13 cantines en question ont été réceptionnées et équipées des moyens nécessaires pour servir aux élèves, dès la rentrée prévue la semaine

prochaine, des repas sains et équilibrés. M. Bouderbala a ajouté que la mise en service, dès dimanche, de ces cantines scolaires, portera à 100 % le taux de couverture des écoles primaires par la prestation de restauration scolaire, soit 302 établissements. Selon le directeur de l'Education, une nouvelle cantine scolaire sera également mis en service au lycée Abid-Redjaï de Khenchela, portant

à 33 le nombre de cantines au niveau secondaire, tandis que le nombre de cantines dans les collèges d'enseignement moyen (CEM) atteindra les 51 dans les différentes communes de la wilaya.

M. Bouderbala a souligné que l'ouverture de nouvelles cantines scolaires contribuera à améliorer les conditions de scolarité des élèves, notamment ceux résidant dans des zones reculées.

El Tarf

Un laboratoire mobile pour l'analyse de la qualité de l'eau

A. Ouelaa

L'ADE vient de bénéficier d'un laboratoire mobile d'analyse de la qualité de l'eau. Cette acquisition, a été présentée, au Wali, ce jeudi, au siège de la Wilaya, en présence des autorités locales. Finies donc les attentes, avec les prélèvements d'échantillons d'eau, à analy-

ser, quelque part dans un laboratoire, selon la chargée de la communication de l'ADE. Maintenant, ce laboratoire mobile d'analyses, flambant neuf, avec des équipements et des appareils de pointe, va sillonner les centres de distribution de l'eau, implantés, à travers les sept daïras que compte la Wilaya et avantage précieux, les résultats sont li-

vrés instantanément, selon les explications fournies sur son fonctionnement et ses missions. Durant cette journée du jeudi, le Wali et la délégation l'accompagnant, ont inauguré un nouveau CEM, dans la commune frontière d'El Ayoun, et supervisé la distribution de dizaines de livres offerts par haut commissariat de la langue arabe.

Ouargla

12,5 kilos de cocaïne saisis

Les services des douanes d'El-Oued ont intercepté une quantité de 12,5 kilogrammes de drogues dures (cocaïne), ainsi que 374.545 comprimés psychotropes, soigneusement dissimulés à bord d'un pick-up, a indiqué jeudi la direction régionale des Douanes d'Ouar-

gla dans un communiqué. L'opération, qui a été déjouée par les éléments de la brigade mobile des Douanes relevant de l'inspection divisionnaire d'El-Oued, a permis aussi de saisir à bord du même véhicule, une quantité de munitions (18 balles) de kalachnikov, a précisé la sour-

ce. L'opération traduit un haut degré de vigilance et reflète les efforts de l'Etat visant à faire face à toutes les formes de criminalité, notamment le trafic de drogue et de psychotropes, pour préserver la sécurité et la stabilité du pays, conclut le communiqué de la Douane.

Souk Ahras

Plus de 100 lots de terrain industriel non exploités récupérés

Pas moins de 101 lots de terrain destinés à l'investissement industriel ont été récupérés, faute d'avoir été exploités, dans différentes zones d'activité de la wilaya de Souk Ahras, et ce dans l'optique de rentabiliser le foncier économique et stimuler le développement économique de la wilaya, a indiqué, jeudi, le directeur de l'industrie, Idriss Khelil.

Le même responsable a précisé qu'au mois de mai dernier, 101 lots d'une superficie totale de plus de 40 hectares ont été récupérées, tandis que 39 autres lots totalisant 17 hectares sont "en cours de

récupération". Il s'agit, a indiqué M. Khelil, de lots de terrain situés dans les zones d'activités de Souk Ahras, de Sedrata, de Bir Bouhouche, d'Oum El Adhaïm, d'Oued Kebrît et de Sidi Fradj, récupérés dans le cadre des travaux de la commission de wilaya chargée du suivi et de l'assainissement du foncier destiné à l'investissement, qui a constaté le "manque de sérieux" des investisseurs bénéficiaires.

Tous les lots récupérés bénéficieront à d'autres investisseurs afin qu'ils puissent réaliser leurs projets, a encore fait savoir

le même responsable, soulignant le rôle du guichet unique décentralisé pour l'accueil des investisseurs, l'enregistrement de leurs investissements sur la plateforme numérique, la gestion et le suivi des dossiers et leur accompagnement auprès des administrations et des organismes concernés.

Selon M. Khelil, la direction du secteur a délivré 14 autorisations d'exploitation définitives, et levé les réserves sur 23 projets d'investissement économique, tout en corrigeant et en mettant à jour les actes de concession.

Blida

Des instructions pour accélérer la réalisation des projets des ressources en eau

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, a effectué, jeudi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Blida, en compagnie du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, pour s'enquérir de l'état d'avancement de nombreux projets du secteur des ressources en eau, au cour de laquelle il a instruit d'accélérer la cadence des travaux en vue de leur mise en service dans les meilleurs délais, a indiqué un communiqué du ministère.

La visite des deux ministres dans la wilaya de Blida s'inscrit dans le cadre du suivi de la cadence du développement local et de l'évaluation de la prise en charge des préoccupations des citoyens, et vise à "inspecter de nombreux projets du secteur des ressources en eau".

A cette occasion, les deux ministres se sont rendus dans la daïra de Boufarik, où ils ont inspecté les travaux finaux de raccordement d'une station de pompage et d'un réservoir d'eau d'une capacité de (2x2500 M3) au système d'alimentation en eau dessalée provenant de l'usine de Fouka 2 dans la wilaya de Tipaza, ce qui renforcera l'approvisionnement en eau potable des communes de Boufarik, Soumaa et Guerouaou, ajoute le communiqué.

Après avoir reçu des explications lors de cette visite, M. Sayoud a donné "des instructions à l'entreprise de réalisation visant à accélérer les travaux du réseau restant pour sa mise en service".

A la commune de Chelli dans la Daïra de Boui-

nan, il a été procédé à l'inspection des travaux de pose des canalisations de transfert au niveau du centre de Maâsouma et de la station de pompage N01. Les deux ministres ont également inspecté les travaux de réalisation de deux (02) réservoirs d'eau d'une capacité de 15.000 m3 chacun. Après avoir suivi les explications y afférentes, M. Sayoud a instruit l'entreprise de réalisation, d'"accélérer la cadence des travaux, en vue de leur livraison dans les meilleurs délais", ajoute la même source. La visite a débuté dans la matinée par une réunion au niveau de la salle des conférences, en présence des autorités locales civiles et militaires. La rencontre a été ouverte par la présentation d'un exposé par le wali de Blida sur les principaux indicateurs relatifs à l'alimentation en eau et aux mesures prises, afin d'améliorer le service durant les années 2024-2025.

La situation des projets structurants a été passée en revue, au premier rang desquels le projet de raccordement de la wilaya de Blida à l'usine de dessalement d'eau de mer Fouka 2 (wilaya de Tipaza), en plus des projets de forage et de réhabilitation de nouveaux puits.

Par la même occasion, M. Sayoud a salué les efforts consentis et donné nombre d'instructions et orientations concernant les mesures urgentes devant être prises, dans le but d'accélérer le parachèvement des différents projets en cours de réalisation, à même d'assurer un approvisionnement régulier en eau au profit des citoyens.

El-Meniaa

Une centaine de cadres paramédicaux recrutés

Le secteur de la santé dans la wilaya d'El-Meniaa a été renforcé par le recrutement de 97 cadres paramédicaux, a-t-on appris jeudi de la direction locale de la santé et de la population (DSP).

Il s'agit de nouveaux diplômés des instituts supérieurs de formation paramédicale et des sages-femmes, dans différentes spécialités, qui ont d'ores et déjà pris leurs postes dans les établissements publics de santé à travers la wilaya, en fonction des besoins de chaque structure, a expliqué le DSP par intérim, Fethi Hamza.

Ces cadres paramédicaux fraîchement recrutés vont incontestablement contribuer à l'amélioration de la qualité des prestations sanitaires et la prise en charge des patients dans les structures de santé de la wilaya, notamment celles situées dans la commune de Hassi-Lefhel (150 km d'El-Meniaa), qui avaient bénéficié d'une quinzaine de cadres paramédicaux, dont des sages-femmes, manipulateurs en imagerie médicale, laborantins et aides-soignants de la santé publique, a-t-on ajouté de même source.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

27 rabie el aouel 1447

El Fedjr 05h08	Dohr 12h42	Assar 16h10	Maghreb 18h51	Icha 20h10
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

El Fedjr 04h55	Dohr 12h28	Assar 15h56	Maghreb 18h37	Icha 19h56
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Une stratégie de maintenance pour économiser l'eau Plus de 6.500 fuites d'eau réparées en 6 mois

K. Assia

La Société des eaux et de l'assainissement d'Oran (SEOR) a procédé, au courant du premier semestre de cette année 2025, à la réparation de 6.514 fuites d'eau sur tout type de conduite, selon un bilan dressé à l'occasion. Des interventions qui ont permis de contribuer à la rationalisation de la consommation de l'eau et surtout à revoir à la baisse ces cas de déperdition et ce grâce à la réparation systématique des fuites.

Ainsi, pas moins de 3.326 fuites d'eau ont été réparées au courant du 1^{er} trimestre 2025 sur les 3.471 déclarées, a noté M. Medjahed Abdellah, directeur commercial à la SEOR, ajoutant que pour le second trimestre, le service a enregistré 3.188 fuites d'eau sur les 3.476 déclarées. Pour ce qui est du reste des fuites, celles-ci ont été prises en charge, au cours des interventions lancées en juillet et août dernier, a indiqué le responsable. Il s'agit en effet de trois types de fuites d'eau, celles détectées sur les conduites publiques, celles-ci enregistrées sur les conduites de grand transfert d'eau et qui nécessitent des interventions précises avec des arrêts programmés et une fermeture des réseaux et en dernier les fuites simples, celles enregistrées sur des branchements d'AEP.

Ainsi et avec un taux d'intervention variant entre 95% et 96%, la SEOR parvient désormais grâce à l'apport technologique et à la numérisation de ses services à détecter le type de fuite et à apporter les solutions qui s'imposent, a expliqué le responsable. Cette stratégie de maintenance s'inscrit dans le cadre de la politique nationale de sécurisation hydrique de sorte que le travail mené a permis de connaître avec précision la nature de ces pertes d'eau. Les statistiques du 1^{er} trimestre 2025 font état de 803 fuites d'eau réparées sur les conduites principales et 2.668 fuites sur les branchements particuliers. Idem pour le second trimestre où il a été enregistré 2.486 cas de fuites sur les branchements particuliers comparativement à celles recensées sur les conduites publiques et

qui avoisinent les 854 cas de fuite. A ces cas de déperdition vient s'ajouter le phénomène des vols d'eau, un véritable casse-tête pour la direction qui n'hésite pas à renforcer son dispositif de sensibilisation au profit de la population.

Le but est de préserver cette denrée vitale et rationaliser sa consommation. Dans ce registre, on saura que les pertes techniques et commerciales occasionnées avoisinent les 35%. Il s'agit du volume d'eau qui échappe à la facturation, un véritable préjudice pour la société qui n'hésite pas à multiplier les efforts pour économiser chaque goutte d'eau. En effet et selon les données communiquées par le responsable, quelque 340 branchements illicites ont été recensés cette année par la SEOR. Un état de fait qui a contraint les cadres à prendre les mesures qui s'imposent en optant pour le règlement à l'amiable. A noter que le recours à la poursuite judiciaire pour les fraudeurs refusant la régularisation de leur situation litigieuse est préconisé. Ce travail de conciliation a fini par apporter ses fruits puisque la société est parvenue à régulariser 307 cas, apprend-on.

Cette opération est initiée dans un cadre légal et en application des procédures en vigueur à condition que ces derniers soient en possession d'un document justifiant la possession du bien en question et a permis de récupérer un volume de 320.600 m³. Du côté de la SEOR, la priorité dans le traitement des branchements illicites aux réseaux de l'eau potable doit être accordée à la régularisation et la mise en place des compteurs pour les abonnés. Sur ce et face aux enjeux du changement climatique, la rationalisation de la consommation d'eau devient un enjeu stratégique de premier plan pour l'Algérie.

Au niveau local et avec l'explosion démographique et urbanistique que connaît Oran, des efforts sont consentis pour garantir la continuité du service public et une politique nationale est mise en place afin de lutter contre les pertes sur les réseaux d'adduction et de distribution tout en diversifiant les sources d'approvisionnement.

Tout en explicitant les acquis ob-

tenus dans le cadre de cette politique de gestion de l'eau, le responsable a rappelé toutes les mesures prises pour être au diapason du progrès et être en adéquation avec les mutations socioéconomiques et ce à travers la formation et la mise à niveau du personnel, l'entretien et la maintenance des équipements et l'acquisition d'outils et d'équipements technologiques.

Autant de paramètres qui ont permis de connaître avec précision la nature de la fuite, son volume et de détecter toutes les anomalies sur les différents réseaux.

Pour un usage rationnel de l'eau, la SEOR multiplie les campagnes de sensibilisation

Par ailleurs et dans une approche globale visant à renforcer la sécurité hydrique durable, la SEOR intensifie les programmes de sensibilisation de la population à l'usage rationnel de l'eau comme l'a expliqué Mme Belgour Amel, responsable de la cellule de la communication et de l'information de la SEOR. En effet, les cadres du secteur redoublent d'efforts pour améliorer la performance du réseau de distribution et préserver cette denrée vitale. A vrai dire, plusieurs activités sont organisées, le long de l'année, par la cellule de la communication de la SEOR afin de sensibiliser davantage le citoyen et ancrer chez lui une culture de la sobriété hydrique. Le but selon la responsable est de multiplier les campagnes d'information à l'usage responsable de l'eau, des actions qui viennent compléter les dispositifs techniques et garantir la durabilité de la ressource.

Dans ce contexte, des journées d'information baptisées «les classes de l'eau» sont organisées en coordination avec la direction de l'éducation dans plusieurs établissements scolaires en plus des émissions radio-phoniques, des spots publicitaires, des prêches de vendredi et des journées d'information dans les centres de formation professionnelle et aussi les universités.

La société met également à la disposition de la population sa page facebook pour renforcer davantage ce travail de proximité et de rapprochement avec ses abonnés.

Conseil exécutif consacré à la rentrée scolaire Plus de 451.000 élèves attendus

J. Boukraa

La rentrée scolaire 2025-2026 s'annonce sous le signe de la mobilisation dans la wilaya d'Oran. Plus de 451.000 élèves, répartis entre les trois cycles d'enseignement, feront leur retour sur les bancs de l'école demain dimanche. À l'approche de cet événement majeur, les autorités locales multiplient les mesures pour garantir des conditions optimales d'accueil et de réussite. Réunis mercredi en conseil exécutif de la wilaya, sous la présidence du wali Samir Chibani, les responsables locaux, chefs de daïra et présidents d'APC ont passé en revue l'ensemble des préparatifs, plaçant la rentrée scolaire et sociale au cœur de leurs priorités. Le directeur de l'éducation a détaillé les efforts consentis pour renforcer les infrastructures scolaires : la wilaya s'est dotée de 12 nouvelles écoles primaires, 4 collèges et de 2 lycées, auxquels s'ajoutent 75 salles de classe d'extension réparties sur les trois paliers. Les effectifs prévisionnels pour l'année scolaire 2025-2026 se déclinent comme suit : 219.995 élèves dans le cycle primaire, 162.634 collégiens et 68.752 lycéens.

Concernant les manuels scolaires, l'opération de distribution, lancée dès le mois de mars, s'est

achevée en juillet avec la mise à disposition de près de 1,4 million d'ouvrages dans les établissements. Les familles disposent également de 48 points de vente agréés ainsi que de deux centres de l'ONPS situés à Oran et Hassi Bounif. Côté encadrement, les effectifs pédagogiques bénéficient d'un appui conséquent : 81 nouveaux enseignants diplômés rejoignent les établissements, tandis que 3.170 contractuels ont été intégrés. Un contingent supplémentaire de 715 contractuels viendra compléter ce dispositif, assurant ainsi la couverture des besoins en personnel éducatif.

Le wali Samir Chibani a insisté sur l'importance de la propreté et de la salubrité aux abords des établissements scolaires. Il a par ailleurs instruit la direction des équipements publics d'accélérer les chantiers en cours, dont certaines réceptions sont prévues en décembre, et exigé la correction immédiate de toute défaillance constatée. En marge des questions liées à la rentrée, le conseil exécutif s'est penché sur deux dossiers sensibles : la situation environnementale d'Es-Sénia, avec la mise en place de mesures urgentes pour améliorer le cadre de vie, la prévention des inondations, notamment par le nettoyage des réseaux d'évacuation des eaux pluviales.

Education 54 cantines scolaires pour renforcer le secteur

J. Boukraa

À l'approche de la rentrée scolaire 2025-2026, le secteur de l'éducation dans la wilaya d'Oran connaîtra un nouvel élan avec la mise en service de 54 cantines scolaires supplémentaires destinées aux écoles primaires et aux groupements scolaires répartis sur l'ensemble des communes, a annoncé mercredi le directeur de l'éducation lors d'un conseil exécutif consacré à la préparation de la rentrée. Avec cette nouvelle extension, le nombre total de cantines scolaires à Oran atteindra près de 400 établissements, marquant un progrès significatif dans l'amélioration des conditions de scolarisation des élèves. Ce programme s'inscrit dans la continuité des efforts déjà entrepris les années précédentes. En effet, le secteur avait bénéficié de l'ouverture d'une vingtaine de cantines au cours de l'année scolaire écoulée (2023-2024), ainsi que de 54 autres structures supplémentaires en 2022-2023. Grâce à ces réalisations, environ deux tiers des établissements primaires de la wilaya, qui compte près de 620 écoles primaires, seront désormais dotés de cantines. L'une des avancées les plus notables concerne la couverture financière des repas chauds. Celle-ci est

passée de 48 % à 100 % durant l'année scolaire précédente, permettant de doubler le nombre de repas servis, passant de 92 000 à près de 210 000 repas. Cette généralisation du financement marque une étape importante dans la politique éducative locale : elle contribue non seulement à améliorer la santé et la nutrition des élèves, mais également à réduire la charge financière supportée par les familles. La wilaya d'Oran abrite un tissu éducatif dense, avec près de 950 établissements scolaires répartis sur les trois paliers dont près de 620 écoles primaires, 210 collèges d'enseignement moyen (CEM) et une centaine de lycées. Pour l'année scolaire 2025-2026, les effectifs prévisionnels s'élèvent à 219 995 élèves dans le primaire, 162 634 collégiens et 68 752 lycéens. L'expansion des cantines scolaires et l'amélioration de la qualité des repas chauds constituent des leviers essentiels pour renforcer l'équité et améliorer l'expérience éducative des élèves. Au-delà de leur dimension sociale, ces mesures traduisent une volonté claire des autorités locales d'investir dans l'avenir des jeunes générations, en leur offrant un cadre scolaire plus sain, plus motivant et plus propice à la réussite.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

BENTAHAR Hachemi, 94 ans, St Pierre
BELARBI Lakhdar, 51 ans, Oran
BENEBRI Khadra, 75 ans, Hassi El Ghala
HAMAIDA Med, 50 ans, Oran

Horaires des prières pour Oran et ses environs

27 rabie el aouel 1447

El Fedjr 05h26	Dohr 12h57	Assar 16h25	Maghreb 19h06	Icha 20h24
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Etablissements spécialisés du secteur de l'action sociale Distribution de matériels pédagogiques et de bus de transport

Une opération de distribution de matériels pédagogiques, de cartables et de bus de transport a été organisée, jeudi à Oran, au profit des établissements spécialisés et des classes intégrées relevant de la direction locale de l'action sociale.

Le directeur de wilaya du secteur, Zakaria Belyouz, a indiqué dans une déclaration à la presse, en marge de cette opération, qu'à la veille de la rentrée scolaire 2025-2026, ses services ont procédé à la distribution de 444 équipements et outils pédagogiques au profit des établissements spécialisés et des classes dédiées aux

enfants souffrant de handicap mental, à l'initiative du wali d'Oran, Samir Chibani. A cette occasion, 900 cartables ont également été distribués aux élèves aux besoins spécifiques scolarisés dans les établissements relevant du secteur, tandis qu'un quota de 2.000 autres cartables a été remis au secteur de l'éducation pour être distribué aux élèves issus de familles démunies.

Par ailleurs, quatre bus de transport scolaire ont été livrés, après une opération de révision complète, afin d'assurer le transport des enfants aux besoins spécifiques inscrits dans les

établissements spécialisés. Le secteur de l'action sociale de la wilaya d'Oran dispose de cinq établissements concernés par la rentrée scolaire, dont trois destinés aux enfants présentant un handicap mental léger, moyen ou sévère, deux écoles pour les jeunes sourds-muets et une autre située à Aïn El Turck pour les enfants non-voyants.

Ces structures accueillent au total près de 2.400 élèves. Par ailleurs, 42 classes intégrées dans le système d'éducation ordinaire, mais adapté, sont également disponibles, selon la même source.

Douanes

Don de sang pour les enfants de l'hôpital de Canastel

Dans le cadre du renforcement de ses actions humanitaires et de solidarité, une vaste campagne de don de sang a été organisée mercredi par l'inspection divisionnaire des douanes Oran port relevant de la direction régionale des douanes d'Oran, au profit des enfants malades de l'hôpital pédiatrique Boukrou-

fa Abdelkader de Canastel. Cette opération visant à promouvoir ces initiatives louables a été lancée en coordination avec la direction de la santé et l'organisme national de solidarité et a vu une vaste participation et mobilisation des douaniers du port d'Oran tous grades confondus. De nombreux moyens ont été mis en pla-

ce par l'inspection divisionnaire des douanes du port pour faciliter la mission du staff médical et garantir le bon déroulement de cette campagne de don de sang qui rappelons-le permet de sauver des vies et surtout celles des enfants malades et ce au moment où la demande sur le sang ne cesse d'augmenter.

K. Assia

Mostaganem

140 millions de dinars pour réhabiliter les anciens immeubles du centre-ville



Des travaux de réhabilitation et de restauration des anciens immeubles du centre-ville de Mostaganem sont actuellement en cours, pour une enveloppe budgétaire totale estimée à 140 millions de dinars, indiquent les services de la wilaya.

La même source précise que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a effectué hier une visite de terrain pour inspecter les travaux de la première tranche de ce projet, qui concerne 5 immeubles sur un total de 11.

Ces immeubles, connus sous le nom «Les Arcades», situés en face de la mosquée historique «El-Badr» et autour de la place du 1er-Novembre

1954, étaient dans un état de dégradation avancé, représentant un réel danger pour les habitants et les passants, ce qui a rendu les travaux de restauration complexes et urgents, ajoute la même source.

Le wali a insisté sur la nécessité de choisir des matériaux de construction adaptés à ce type de bâtiments, en veillant à la qualité et à l'aspect esthétique du quartier, notamment en ce qui concerne le cachet architectural du centre-ville.

Il a également ordonné de traiter l'état des différents réseaux vitaux avant l'achèvement des travaux, afin d'éviter toute intervention ultérieure pouvant nuire à la qualité de la res-

tauration, précise encore la source.

Concernant les six autres immeubles de cette partie du centre-ville, le wali a affirmé que leur réhabilitation et leur restauration seront prises en charge dans le cadre des prochains programmes, en soulignant que cette opération sera achevée de manière complète et équilibrée.

M. Boudouh a enfin donné des instructions aux responsables locaux concernant la propreté des alentours du site, appelant à redoubler d'efforts pour maintenir la propreté et l'esthétique de cette zone, très fréquentée par les citoyens pendant la journée et les fins de semaine, selon le même communiqué.

Tissemsilt

29 points pour la vente des manuels scolaires

Vingt-neuf (29) points de vente de livres scolaires ont été mis en place au niveau des établissements éducatifs répartis à travers les 22 communes de la wilaya de Tissemsilt, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2025-2026, a-t-on appris, jeudi, du directeur de l'Education de la wilaya, Hocine Medjahed.

Selon le même responsable, deux salons du livre scolaire ont été organisés par le Centre de distribution des manuels scolaires au chef-lieu de la wilaya, en plus de la vente de livres dans des librairies privées, afin de faciliter l'acquisition de ces supports pédagogiques, précisant que ceux-ci sont disponibles

en quantités suffisantes et aux prix réglementés.

Il a ajouté que l'opération de distribution des livres scolaires pour les trois cycles d'enseignement a débuté début mai dernier, relevant qu'une partie de ces livres a été distribuée gratuitement au profit des élèves issus de familles aux revenus modestes.

Tiaret

Les centres d'hémodialyse renforcés par 31 nouveaux appareils

Le secteur de la santé de la wilaya de Tiaret a été renforcé par 31 appareils d'hémodialyse, a annoncé, jeudi, le wali, Saïd Khalil.

M. Khalil a précisé, lors d'une rencontre avec les directeurs des établissements de santé de la wilaya, qu'en plus de ces 31 appareils, les centres concernés ont également bénéficié de stations de traitement de l'eau, ainsi que d'équipements techniques et médicaux, dans le cadre du programme établi pour le renouvellement des équipements hospitaliers à travers les différentes régions de la wilaya.

Le même responsable a indiqué

que le secteur s'est renforcé, récemment, par l'ouverture de deux polycliniques, respectivement dans la commune de Sebaine et le village de Tamda, dans la commune de Guertoufa.

Deux autres polycliniques entreront bientôt en service, l'une dans le quartier de Keramane, à Tiaret-ville, et l'autre dans la ville de Ksar Chellala, a ajouté le wali, insistant sur la nécessité d'améliorer les prestations aux patients, notamment en matière d'accueil, de propreté et de nutrition.

De son côté, le directeur de la Santé et de la Population de la wilaya,

Ali Bensadek, a indiqué à l'APS qu'une enveloppe de 300 millions de dinars a été allouée pour le renouvellement des équipements et du matériel des établissements de santé, dont 60 millions de dinars pour l'hôpital de wilaya Youcef Damerdj, en plus de 100 millions de dinars destinés aux deux polycliniques qui seront inaugurées le 1er novembre prochain.

Le secteur sera également bientôt doté de huit ambulances, qui seront mises à la disposition des centres de santé assurant la permanence nocturne, afin de faciliter le transfert des cas urgents et graves, selon M. Bensadek.

Bechar

Réception prochaine de plus de 330 logements publics locatifs

Le parc immobilier de la wilaya de Bechar sera prochainement renforcé par la réception de plus de 330 logements publics locatifs (LPL), a-t-on appris jeudi auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) de la wilaya.

Ces logements sont en cours d'achèvement dans la zone urbaine de Tighaline, au chef-lieu de wilaya. Leur livraison est prévue avant le mois de novembre prochain, afin qu'ils soient remis à la commission de dai-

ra chargée de leur attribution aux demandeurs, a précisé la même source.

Cette opération s'inscrit dans le cadre d'un projet global de 700 logements LPL en cours de réalisation à Bechar, relevant lui-même d'un programme plus large de 2.100 unités attribuées à la wilaya au titre de l'exercice 2024.

Par ailleurs, les services compétents de l'OPGI ont procédé récemment à la remise des clés à 288 bénéficiaires de logements publics locatifs dans la

même zone, suite à une opération d'attribution portant sur 560 unités, a-t-on indiqué.

Pour rappel, au cours du mois de juillet dernier, 672 logements LPL ont été attribués au profit de citoyens dans les communes de Bechar, Taghit, Béni-Ounif et Lahmar. En parallèle, 600 aides financières ont été accordées aux bénéficiaires de lotissements sociaux, ainsi que 1.863 aides destinées à l'habitat rural, a-t-on également souligné.

Relizane

La «Waada» de «Sidi Saâda» attire une foule nombreuse

La «waâda» (fête populaire traditionnelle) de «Sidi Saâda», dont les festivités ont débuté dans la soirée de jeudi dans la commune qui porte le nom de ce saint homme, située à environ 30 km à l'ouest de la ville de Relizane, a attiré une foule nombreuse de visiteurs et de voyageurs de passage.

Les habitants de la région, notamment des wilayas de Mostaganem, Mascara et Relizane, ont pris l'habitude de célébrer cette «waâda» au début de l'automne chaque année, et ce, depuis plus d'un siècle et demi, selon les notables locaux.

Cette tradition, transmise de génération en génération et profondément enracinée dans la région, vise à commémorer la mémoire des «awliyaa as-salihoun» et leurs hauts faits. Il s'agit d'un événement social aux dimensions culturelles et religieuses, rassemblant des citoyens venus de diverses wilayas voisines pour raviver des coutumes ancestrales, tout en constituant également une opportunité de valorisation des produits artisanaux tradition-

nels locaux. Cette «waâda», également appelée «el taâm» (le repas), est une occasion pour les habitants de rivaliser d'hospitalité en offrant des repas aux visiteurs. Elle se distingue aussi par l'organisation de veillées où les invités et les habitants se retrouvent autour de chants religieux, de prières et de lectures du Coran.

C'est aussi une opportunité d'organiser des séances de poésie et de chants berbères, connues localement sous le nom de «el maddah», en plus du «souk» (marché), qui offre aux visiteurs un espace ouvert pour acquérir divers produits artisanaux et traditionnels pour lesquels la région est réputée.

Les festivités de la «waâda», qui durent deux jours, sont également ponctuées de spectacles de fantasia, durant lesquels le public peut admirer des démonstrations réalisées par des dizaines de cavaliers montés sur des chevaux arabes et berbères de pure race, venus des wilayas de Aïn Defla, Mascara, Tiaret, Chlef, Mostaganem et Relizane.

Timimoun

Le Festival international du tourisme saharien du 4 au 6 décembre

Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat organisera, du 4 au 6 décembre prochain dans la wilaya de Timimoun, le Festival international du tourisme saharien (FITS), a indiqué, jeudi, un communiqué du ministère.

La ministre du secteur, Mme Houria Meddahi a présidé, jeudi, «une réunion de coordination consacrée au suivi des préparatifs du Festival international du tourisme saharien (FITS-2025), prévu à Timimoun du 4 au 6 décembre prochain», précise la même source.

Mme Meddahi a souligné que cette réunion s'inscrit dans le cadre de «l'approche adoptée par son département ministériel afin de relancer le tourisme en tant que secteur vital auquel les pouvoirs publics algériens accordent une grande importance, afin d'en faire l'un des leviers du développement local».

Rappelant que le secteur constitue «un moteur et un appui essentiel pour l'économie locale, ce qui requiert l'implication de tous les acteurs clés», la ministre a mis en exergue «l'importance du tourisme saharien dans la promotion du développement durable dans le Sud».

Concernant la rencontre, la ministre a affirmé qu'elle intervient dans le cadre de «l'installation officielle du commissaire du Festival international du tourisme saharien, représenté par le directeur général de l'Office national du tourisme (ONAT), en tant qu'organisme chargé de la promotion et de

la valorisation touristiques».

A cet égard, elle a insisté sur l'importance d'accorder tout l'attention nécessaire aux préparatifs de cet événement international et de veiller à lui donner la dimension économique qu'il lui sied, d'autant plus qu'il sera le reflet des atouts culturels et historiques et de la richesse naturelle du Sahara algérien».

Le Festival international du tourisme saharien est appelé à constituer «un espace de présentation d'expériences touristiques uniques, renforçant l'attractivité des régions sahariennes en tant que destinations touristiques de choix aux niveaux national et international», a affirmé la ministre.

Dans le même sillage, Mme Meddahi a indiqué que l'objectif fixé pour cette édition est de «mettre en valeur un tourisme saharien algérien authentique, distinctif et singulier dans toutes ses composantes et atouts ancestraux».

A cet effet, elle a donné, lors de cette rencontre, des orientations pour «impliquer toutes les wilayas du Sud et des Hauts-Plateaux dans cette démarche».

Quant à la promotion de ce rendez-vous, la ministre a souligné la nécessité d'entamer la préparation de contenus médiatiques à la hauteur de cette manifestation, en adéquation avec la vision arrêtée pour la promotion des destinations touristiques algériennes, y compris la destination saharienne authentique», conclut le communiqué.

Eliminatoires Mondial 2026 Le billet pour les Etats-Unis passe par Oran

M. Zeggai

Oran s'apprête à vivre un moment historique. Officiellement, le match tant attendu contre la Somalie aura lieu à Oran faute de stade homologué chez les Ocean Stars. Un match qui pourrait marquer un tournant majeur pour notre sélection nationale. En effet, en cas de succès, les Verts décrocheront une qualification à la Coupe du monde qui les fuit depuis 2014 avant même de croiser le fer avec l'Ouganda le 14 octobre prochain au stade Hocine Aït Ahmed de Tizi Ouzou. Un antré qui a jusqu'ici bien réussi à Vladimir Petkovic et ses joueurs, auteurs d'un sans-faute contre le Liberia, le Mozambique et le Botswana successivement.

Cette nouvelle a été confirmée par la FAF. Ainsi donc, l'EN reviendra au Stade Miloud Hadefti, pour la première fois depuis la 5 septembre 2024 et le succès 2-0 sur la Guinée équatoriale, en ouverture des éliminatoires de la CAN 2025. Le rendez-

vous est donné pour le 9 octobre où désormais tout Oran retient son souffle et rêve d'un retour glorieux sur la scène internationale.

L'attente est immense pour oublier le scénario noir gravé dans la mémoire du public algérien lors de l'élimination en Coupe du monde face au Cameroun à Blida. Déjà partout, on ne parle que de ce match. Des supporters, y compris des villes limitrophes, sont attendus pour transformer le stadium Miloud Hadefti en véritable chaudron. L'heure a donc sonné pour l'EN de renouer avec la compétition mondiale. Conscients de l'importance de l'évènement, les responsables de l'organisation de cette rencontre s'activent à tracer la traditionnelle feuille de route afin d'assurer la réussite de cette grande fête.

Les joueurs et le coach national, qui nous doivent une revanche après la piètre prestation face à la Guinée au Maroc, savent à quoi s'en tenir. Oublier le cauchemar du stade Mustapha Tchaker

et confirmer le retour de l'Algérie sur la scène mondiale, tels sont les deux objectifs que rechercheront les nôtres à Oran.

Leaders du groupe G, et devançant de quatre points l'Ouganda et le Mozambique, les Verts ont l'avantage d'avoir leur destin entre les mains. Une victoire leur suffira pour valider leur ticket pour le Mondial 2026.

Par ailleurs, des changements sont prévus dans la liste de Vladimir Petkovic lors du prochain rassemblement de l'EN. A en croire certaines informations, l'entraîneur national songerait à faire appel à de nouveaux joueurs pour le finish des qualifications de la prochaine Coupe du monde.

On croit savoir que Vladimir Petkovic compte apporter un peu de sang neuf au niveau des trois compartiments. Notre source confirme que la liste élargie comprend de nombreux joueurs jamais appelés en équipe nationale. Tout reste possible en attendant la liste finale dans quelques jours.

Ligue des Champions - 1er Tour préliminaire (aller) Le MC Alger et la JS Kabylie: Revenir avec un bon résultat



Les représentants algériens en Ligue des Champions africaine, le MC Alger et la JS Kabylie, entameront leur campagne continentale, aujourd'hui en déplacement, respectivement, à Monrovia au Libéria, face au FC Fosse, et à Accra au Ghana, devant le FC Bibiani Gold Stars, pour le compte du premier tour préliminaire (aller). Deux affiches, mais une seule ambition pour les deux clubs algériens: revenir avec un bon résultat dès l'entame de la compétition et s'inscrire dans la durée dans cette prestigieuse compétition continentale. Sacré champion d'Algérie à l'issue d'une saison maîtrisée, le MC Alger revient pour la deuxième année consécutive sur la scène africaine, avec le statut d'équipe à suivre. Fort de sa dernière campagne où il avait atteint les quarts de finale, le club algérois affiche cette saison des ambitions encore plus élevées et à la hauteur de son statut. Pour ce faire, le Mouloudia n'a pas

lésiné sur les moyens: un recrutement ciblé, composé de joueurs expérimentés et prometteurs, conduits par un entraîneur chevronné, le Sud-africain Rhulani Mokwena, un habitué des joutes africaines, ce qui témoigne de la volonté du club de franchir un cap et de jouer les premiers rôles cette saison en Ligue des Champions. Le premier test grandeur nature se jouera au Libéria, face au FC Fosse au Samuel Canyon Doe Stadium de Monrovia (18h 00), un adversaire certes moins connu sur la scène continentale, mais qui ne manquera pas de motivation à domicile. Le MC Alger devra faire preuve de sérieux et d'efficacité pour éviter toute mauvaise surprise et aborder sereinement le match retour.

Pour sa part, la JS Kabylie aspire à un retour ambitieux sur la scène continentale. Après une dernière apparition dans la plus prestigieuse des compétitions continentales de clubs en 2022-2023, la JS Kabylie effectue son

grand retour en Ligue des Champions, une compétition dans laquelle elle possède une riche palmarès et une expérience historique. Ce retour marque le début d'un nouveau cycle, placé sous le signe de l'ambition et du renouveau. La direction des Canaris affiche clairement ses objectifs: reconstruire une équipe compétitive, capable non seulement de faire bonne figure, mais aussi de retrouver un statut digne de son passé glorieux (7 titres continentaux accumulés en l'espace de deux décennies, toutes compétition confondues). Pour son entrée en matière, la JSK s'est déplacée au Ghana, où elle affrontera, cet après midi (15h 00 heure), le FC Bibiani Gold Stars, deuxième du dernier championnat ghanéen. Une opposition qui s'annonce relevée face à une équipe en plein essor, mais à la portée des «Jaune et Vert» s'ils abordent le match avec la rigueur et la détermination qui ont toujours fait leur force.

Ligue 1 (5^e journée) Du suspense à El Bayadh et à Bechar

M. Zeggai

La troisième partie de la 5^e journée du championnat de la Ligue 1 aura lieu aujourd'hui avec la programmation de trois rencontres dont les résultats pourraient déboucher à quelques changements au classement général. L'affiche de ce round se déroulera entre la JS Saoura et l'USM Alger.

Un succès permettra aux Sudistes de Bechar de consolider leur première place en attendant la mise à jour définitive. La JS Saoura, qui reste sur une belle victoire à l'extérieur devant le CR Belouizdad, aspire à confirmer sa bonne forme en ce début de saison. Ce ne sera pas tâche aisée face à un team de l'USM Alger qui a l'in-

tention de se racheter de son décevant match nul à domicile contre l'USMK. Cette dernière accueillera le nouveau promu, l'ES Ben Aknoun, dans un match piège.

Les «Noir et Blanc» comptent exploiter l'avantage du terrain pour se rapprocher du groupe de tête. C'est dans les cordes des Khenchelis mais attention au sursaut d'orgueil des gars du coach Mou-nir Zegdoud, auteurs d'un précieux succès sur le Paradou AC de la dernière journée. Tout reste possible entre une formation de l'ESBA qui a l'intention d'améliorer sa position au classement et une autre, celle de l'USMK, qui traverse une période faste avec un moral au beau fixe.

Aujourd'hui (16h00)

Khenchela:	.....	USMK	.....	-	.....	ESBA
El Bayadh:	.....	MCEB	.....	-	.....	CRB
Bechar (17h30):	.....	JSS	.....	-	.....	USMA

Ligue 2 / inter-régions Prolongement du délai du mercato estival

La Fédération algérienne de football a décidé de prolonger jusqu'au 30 septembre en cours, les délais du mercato estival pour les clubs de la Ligue 2 amateur et de la division inter-régions, a indiqué la Ligue nationale de football amateur. Cette mesure vise à offrir davantage de temps aux clubs pour compléter leurs effectifs,

tout en permettant aux joueurs restés sans équipe dans le secteur professionnel de rejoindre les compétitions amateurs, précise la même source.

La FAF souligne toutefois que les autres échéances fixées pour les championnats régionaux, de wilaya ainsi que pour les catégories de jeunes, demeurent inchangées. L'instance fé-

dérale a enfin appelé les clubs à profiter pleinement de ce délai supplémentaire afin de régulariser toutes les situations administratives en suspens dans les délais impartis. Pour rappel, le mercato estival pour la Ligue 2 devait prendre fin le 4 septembre, alors que la division inter-régions courait jusqu'au 18 septembre.

Les Verts de l'Europe Les raisons du ratage de transfert de Hadj Moussa à Benfica

Brillant avec Feyenoord en ce début de saison, Anis Hadj Moussa a marqué les esprits en Ligue des champions et en championnat.

Des performances qui confirment son statut de révélation, malgré un été agité marqué par un transfert avorté vers le Benfica Lisbonne. Son agent est revenu sur cette opération manquée. Selon lui, l'échec de ce transfert n'a rien à voir avec des désaccords financiers ou des blocages administratifs. «Le choix de rester à Feyenoord a été une décision commune entre le joueur, la direction et l'entraîneur Robin van Persie.

Sur le plan sportif, c'était la meilleure option», a-t-il affirmé. Il a également souligné l'importance de la relation entre Hadj Moussa et son entraîneur. Enfin, le manager en question a insisté sur la nécessité de mettre le joueur dans les meilleures conditions, notamment avec l'équipe nationale. «Anis doit être entouré et protégé, sans pression excessive. Avec de la confiance, il a les moyens d'apporter énor-



mément à la sélection algérienne. L'avenir lui appartient», a-t-il conclu.

• UEFA CL: Chaïbi s'illustre face à Galatasaray

Farès Chaïbi qui découvrirait la ligue des Champions face à Galatasaray, est passeur pour une victoire 5-1 de Frankfurt. Titularisé au milieu de terrain, Chaïbi a été d'une grande utilité pour son équipe par sa clairvoyan-

ce et sa vision.

C'est déjà lui, sur un coup-franc très lointain qui oblige le gardien turc à intervenir, juste après l'ouverture du score de Galatasaray sur une contre attaque expresse.

Davinson Sanchez va marquer contre son camp, puis juste avant la mi-temps, encore un coup-franc, cette fois excentré de Chaïbi et Burkardt donne l'avantage aux siens de la tête (45e+1').

Mali

Les Chinois font les frais du «jihad» économique

Au Mali, les jihadistes du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) multiplient depuis plusieurs semaines des attaques contre des sites industriels étrangers, notamment chinois, une tactique pour affaiblir la junte au pouvoir.

Après avoir menacé en juin de frapper les industries étrangères, le groupe, affilié à Al-Qaïda, a attaqué sept sites industriels étrangers au Mali dont six chinois, relève l'American Enterprise Institute.

L'objectif: «forcer des entreprises étrangères» à lui verser des taxes en échange de leur sécurité et «délégitimer le gouvernement malien», analyse cet institut basé à Washington.

En août, les raids meurtriers du GSIM dans la région aurifère de Kayes (ouest) se sont intensifiés et ont touché des industries au centre du pays «pour la première fois», souligne à l'AFP un de ses analystes, Liam Karr avec notamment des usines chinoises de sucre visées près de Ségou (centre).

Quelques jours plus tard, un garde a été tué lors d'un assaut contre une mine de lithium exploitée par des Britanniques à Bougouni, dans le sud.

«Ce ne sont pas des griefs contre les Chinois, mais plutôt la logique du groupe de porter un coup à l'économie malienne», explique Bakary Sambe, directeur du think tank Timbuktu Institute, à Dakar. «Kayes revêt une valeur stratégique pour le GSIM. La région représente environ 80% de la production d'or du Mali et sert de corridor commercial vers le Sénégal», premier fournisseur du pays, abonde le groupe de réflexion Soufan Center.

«11 CITOYENS CHINOIS» ENLEVÉS

De fait, selon l'ONU, le GSIM est la «menace la plus importante dans le Sahel». Début sep-



tembre, il a décrété un blocus sur la région de Kayes et celle de Nioro, frontalière de la Mauritanie, pour empêcher l'entrée de carburant importé, notamment du Sénégal et de Côte d'Ivoire, et menacé les commerçants de brûler leurs citernes ou de tuer les chauffeurs. «Le groupe nourrit toujours l'ambition principale de créer un émirat capable de remettre en cause la légitimité des régimes militaires, de les contraindre à céder leur autorité et d'appliquer la charia», soutient un rapport onusien publié en juillet. Au moins «11 citoyens chinois» ont été enlevés dans

ces attaques principalement dans la région de Kayes, précise M. Karr.

La Chine n'a pas confirmé ce nombre mais son ambassade à Bamako «maintient des contacts étroits avec le gouvernement malien» et «ne renoncera à aucun effort pour chercher et secourir les individus kidnappés», selon le ministère chinois des Affaires étrangères.

La diplomatie chinoise ajoute avoir pris des «mesures pour assurer la sécurité» de ses citoyens au Mali.

Le GSIM est aussi soupçonné de l'enlève-

ment début juillet de trois employés indiens d'une cimenterie lors d'une attaque armée dans l'ouest. Cette offensive du GSIM «risque de saper les liens commerciaux» du Mali avec la Chine, «l'un de ses plus grands partenaires économiques», prévient l'American Enterprise Institute.

Or, les investissements privés chinois au Mali ont totalisé 1,6 milliard de dollars entre 2009 et 2024, et le gouvernement chinois a investi 1,8 milliard de dollars dans 137 projets depuis 2000, a-t-il calculé.

Pékin compte plus que jamais parmi les partenaires de premier plan de Bamako depuis l'arrivée au pouvoir d'une junte militaire après deux coups d'Etat en 2020 et 2021.

Le régime, qui mène une politique souverainiste et a tourné le dos à l'ancienne puissance coloniale française, s'est aussi rapproché de la Turquie et de la Russie.

La société de sécurité privée russe Wagner, devenue Africa Corps, les blindés chinois et les drones turques aident ainsi le Mali à lutter contre le GSIM et l'Etat islamique au Sahel. «La Russie est prête à être un facteur de déstabilisation pour renforcer son influence, ce qui est en contradiction avec l'intérêt de la Chine qui recherche la stabilité pour ses intérêts commerciaux», observe Liam Karr.

Les attaques du GSIM interviennent au moment où la junte malienne tente elle-même de renforcer son contrôle sur les ressources minières, comme à Loulo-Gounkoto, plus grande mine d'or du pays dont elle a pris le contrôle opérationnel, réclamant à son propriétaire canadien Barrick Mining des centaines de millions de dollars d'arriérés d'impôts.

Converties pour être létales

L'Europe confrontée au trafic d'armes à blanc

Lors de la tentaculaire opération Convergence fin 2021, plus de 1.500 pistolets à gaz et d'alarme sont saisis par les polices européennes. Nouveau coup de filet en avril 2024, portant cette fois sur 500 de ces armes factices souvent en vente libre qui, transformées, s'avèrent létales. Leur trafic représente «une menace sérieuse», selon Europol.

Du conjoint éconduit au braqueur d'épicerie jusqu'au narcotraffiquant, elles prolifèrent, transformées ou non, tant dans des affaires de petite délinquance que de crime organisé en France comme ailleurs en Europe, en partie grâce au flou réglementaire.

Un type se démarque dans la famille très diverse des armes convertibles: les pistolets de signalisation, utilisés par les plaisanciers, et d'alarme conçus pour dissuader, prisés au cinéma pour leur bruit fort simulant un coup de feu. Accessibles pour moins d'une centaine d'euros, ils sont devenus «extrêmement populaires auprès des criminels», alerte régulièrement Europol.

Leur conversion en armes à feu est «très facile» et le sera plus encore avec l'intelligence artificielle, prédit l'agence européenne.

Souvent des répliques très réalistes, elles sont conçues pour tirer uniquement des munitions à blanc ou irritantes comme du gaz au poivre.

Europol estime auprès de l'AFP que les armes d'alerte et de signalisation (AAS) converties «pourraient encore représenter près de la moitié de toutes les armes illégales saisies». Elles figuraient parmi les trois types d'armes à feu les plus saisis au Danemark en 2019. En Suède, elles représentaient 30% des armes saisies et 10% des tirs enregistrés, aux Pays-Bas environ 40% des saisies. La conversion des AAS continue de constituer «une menace sérieuse», et «les criminels exploitent certaines divergences juridiques» d'un pays à l'autre, «ce qui entraîne la diversion de ces armes vers les marchés illicites», explique Europol.

OPÉRATION BOSPHORE

Le trafic a débuté dès les années 1990, avant d'attirer l'attention à la suite de l'attaque de

l'Hyper Cacher à Paris en janvier 2015. Amedy Coulibaly possédait en effet des armes acoustiques réactivées.

Si moins d'armes de ce type entrent sur le marché illicite, «le problème persiste pour les pistolets d'alarme», explique à l'AFP Nicolas Florquin du centre de réflexion basé en Suisse Small Arms Survey. Dès 2016, l'opération Bosphore, coordonnée par la Roumanie, traquait déjà les pistolets d'alarme et à gaz de manufacture turque qui entraient par la Bulgarie avant d'être acheminés ailleurs en Europe par voie postale notamment.

Durant cette décennie, des modèles turcs aisément modifiables inondent le marché. Ils sont usinés dans un matériau qui supporte la pression d'une munition à balle, et l'obturateur censé empêcher le passage du projectile se retire relativement aisément.

En 2019, la Turquie a renforcé ses standards de production afin d'empêcher les modifications, l'UE ses réglementations et vient d'adopter début 2025 de nouvelles règles pour les AAS, qui seront soumises à des autorisations d'importation à compter de février 2029.

Mais «le problème de temps entre la réglementation et la mise en oeuvre au niveau national persiste. Ça peut prendre quelques années, selon les pays», relève Nicolas Florquin.

Certains Etats, dont la France en 2024 mais aussi les Pays-Bas, le Portugal et la Suède, ont déjà classé les AAS comme des armes à feu, soumises à autorisation ou déclaration.

En France, les ventes de pistolets d'alarme se sont depuis «complètement arrêtées», dit à l'AFP Yves Gollety, président de la chambre syndicale des armuriers.

Quant aux flux, «les filières d'écoulement ne se font pas à échelle industrielle», relève M. Florquin. Les expertises menées par les laboratoires, comme ceux du service national de police scientifique (SNPS) en France, permettent de les remonter. La filière turque «est identifiée», confirme Julien Ducouret, chef de la section balistique du laboratoire de Lille, «des enquêtes sont en cours sur ces réseaux-là» et «les armes ne sont pas forcément transformées sur le territoire». En décembre dernier par



exemple, la direction de la lutte contre la criminalité organisée de Bulgarie annonçait deux interpellations dans un entrepôt-atelier. Sur place, «la plupart des armes», dont 244 pistolets, «avaient été converties d'armes à gaz en armes de guerre». Les douanes bulgares signalent que la plupart des saisies 2024 ont eu lieu à la frontière avec la Turquie.

REPEINTS EN NOIR

«Un problème majeur des armes fabriquées illégalement en Turquie est leur piètre qualité», dit le rapport des douanes bulgares, ajoutant que «la Turquie produit aussi des répliques de marques sans licence ni certificat de conformité. On estime qu'environ 30% de cette production est vendue sur le marché européen», notamment en Grande-Bretagne. Là, les pistolets d'alarme permettent de con-

tourner des lois particulièrement strictes, et pour les jeunes criminels d'assoier leur réputation dans un marché de la drogue très concurrentiel, où il faut une arme.

Certains pistolets à blanc turcs y sont vendus avec «au moins 50% de leur surface visible peinte en couleur vive, mais les criminels les peignent en noir afin qu'ils ressemblent à une arme à usage légal d'origine», détaillait début septembre l'Agence britannique de lutte contre le crime (NCA).

Une amnistie sera lancée en février 2026 en Angleterre et au Pays de Galles pour cinq modèles, notamment des Bruni italiens, dont des tests ont montré qu'ils pouvaient être transformés à l'aide d'outils de bricolage courants.

Quatre premiers modèles de pistolets d'alarme, turcs, ont été couverts par une amnistie cette année. En quatre semaines, 3.000 ont été remis aux autorités.

Latinos, ex-militaires, retraités

La police de l'immigration américaine recrute large

John Wolworth a fait huit heures de route depuis le Colorado voisin, avec la ferme intention de «défendre la patrie». «Il ne peut pas y avoir de pays sans frontières, c'est impossible», lance à l'AFP ce blond de 33 ans, en veste sombre. «Nos frontières sont importantes, notre culture est importante, et nous avons le droit, en tant que peuple, de défendre cette culture.»

Sans emploi, l'ex-militaire a amené son CV, un diplôme d'infirmier, des médailles de l'armée, un certificat d'aptitude au tir et un autre de jiu-jitsu.

«Je pense avoir un bon profil», estime l'Américain, tatoué d'une rose à la main droite. «En tant qu'hommes, c'est presque dans notre ADN de relever les défis.»

Avec sa «grande et belle loi» budgétaire, Donald Trump a alloué 170 milliards de dollars à la protection des frontières et à la lutte contre l'immigration irrégulière.

ICE, la police fédérale de l'immigration chargée d'assurer la campagne d'expulsions massives promise par le président républicain, est un des grands bénéficiaires de ces moyens colossaux et doit recruter 10.000 agents supplémentaires.

«NOUS AVONS BESOIN DE VOUS»

Le ministère de la Sécurité intérieure organise donc des salons professionnels à travers le pays. ICE vante ce recrutement avec un site internet où l'Oncle Sam interpelle les potentielles recrues. «L'Amérique a été envahie par des criminels et des prédateurs», assure l'agence fédérale. «Nous avons besoin de VOUS pour les expulser.»

Cette rhétorique musclée a attiré essentiellement des hommes à Provo, de tous âges.

De bon matin à Provo, plusieurs centaines de candidats font la queue pour rejoindre la police de l'immigration américaine. Dans cette ville de l'Utah (ouest), le recrutement organisé pour assurer la montée en puissance des expulsions promises par Donald Trump attire une foule cosmopolite, venue de tous les Etats-Unis.



«Nous avons enfin un président qui veut rendre à l'Amérique sa grandeur, voilà pourquoi je suis ici», plastronne un sexagénaire anonyme, venu tenter sa chance après la suppression de l'âge limite pour rejoindre ICE, auparavant fixé à 40 ans. Loin de se limiter aux hommes blancs conservateurs, la foule compte de nombreux candidats afro-américains et hispaniques. Comme Allan Marquez, un employé d'une société de sécurité privée qui travaille dans une prison où ICE amène régulièrement des criminels.

Les expulsions massives promises par M. Trump «sont nécessaires», estime l'Américain de 29 ans, en rappelant que ses grands-parents ont émigré «légalement» du Mexique. «Ca fait partie du travail pour assurer la sécurité de la nation.»

Egalement d'origine mexicaine, Eddie a lui quelques scrupules face aux descentes menées par ICE cet été autour de Los Angeles. Lors de ces raids ciblant des magasins de bricolage, des stations de lavage auto et des exploitations agricoles, une majorité d'immigrés

cueillis n'avaient pas de casier judiciaire.

BONUS ALLÉCHANT

Cet ex-employé des services de la protection de l'enfance, espère pouvoir leur apporter un peu d'humanité.

«Je suis d'origine hispanique, mais c'est un travail qui doit être fait», insiste-t-il. «Donc je préfère m'occuper de ça moi-même pour m'assurer qu'ils sont traités correctement.»

Venu du Texas (sud), le trentenaire avoue sa «préoccupation» face à la croissance explosive d'ICE, qui a raccourci sa formation de plusieurs semaines. Mais il recherche avant tout «un métier stable, avec de bons avantages».

A ce titre, ICE propose un bonus alléchant de 10.000 dollars par an pour les recrues exerçant pendant cinq ans.

«Je mentirais si je vous disais que ça ne fait pas partie de mes motivations», sourit Walter Campbell, un ex-Marine de 26 ans.

L'étudiant estime que l'immigration est un énorme problème», qui tire les salaires des Américains à la baisse, et reste de marbre face aux quelques manifestants lui criant de ne pas «vendre son âme à la Gestapo» à la sortie du salon. Après la victoire de M. Trump à la présidentielle, ICE dispose d'un mandat de la part du peuple», rétorque-t-il.

L'agence est actuellement visée par une procédure judiciaire l'accusant d'instituer des contrôles au faciès. Mais M. Campbell reste persuadé qu'il s'agit d'incidents isolés plutôt que d'une consigne pour tenir les promesses d'expulsions massives du président.

«Il y a forcément des ratés lorsque vous faites quoi que ce soit à cette échelle», avance-t-il. «Personne n'a dit que ce serait le travail le plus propre au monde.»

Allemagne

Des villes tentent d'enrayer le déclin démographique

Verdure, calme et garde d'enfants gratuite: Weslawa Göller et sa fille de deux ans découvrent Guben, une petite ville de l'est de l'Allemagne qui tente d'attirer de nouveaux habitants pour contrer la dépopulation.



Attablée à la terrasse d'un café, cette éducatrice bavarde avec quelques autres personnes venues, comme elle, tester le quotidien dans la commune voisine de la Pologne pour peut-être s'y installer. «Les vieux arbres comme moi sont difficiles à déraciner, mais je pourrais me décider à déménager ici», sourit la cinquantenaire originaire de Pologne, surveillant du coin de l'oeil sa fille. Durant l'été, 16 curieux sont venus à Guben moyennant un loyer de 100 euros la semaine pour en découvrir la vie, les services et, pourquoi pas, se laisser convaincre de s'installer dans un des nombreux logements vacants, pour 5 à 7 euros le m2.

Ici, une agence de tourisme, les autorités locales et des sociétés immobilières collaborent pour repeupler la cité qui est passée de quelque

31.000 en 1990 à 16.000 habitants aujourd'hui.

«UNE VILLE OÙ L'ON RESTE»

L'initiative n'est pas isolée dans une région ravagée par la crise économique et sociale qui a suivi la réunification allemande de 1991. Un déclassement qui, comme ailleurs dans le pays, a nourri la popularité du parti d'extrême-droite, AfD. Si les grandes villes - Leipzig, Dresde ou Berlin - croissent, les communes plus modestes assistent au départ des jeunes, des femmes, et voient la moyenne d'âge d'augmenter, explique Tim Leibert, chercheur à l'Institut de géographie de Leibniz, selon qui ce vieillissement est «une bombe pour l'économie allemande». L'est de l'Allemagne pourrait perdre de 8 à

16% de sa population au cours des 20 prochaines années, selon l'institut de statistique Destatis. «Guben - une ville où l'on reste»: le slogan municipal gravé sur un mur de la gare tranche avec les allées vides et les espaces publicitaires vierges. «Depuis mon arrivée, j'ai l'impression de ne croiser personne», souffle Weslawa Göller, venue de Mayence, municipalité de l'Ouest comptant 215.000 habitants.

«Mais il y a de la verdure et du calme», poursuit-elle, «je pourrais aussi facilement travailler comme éducatrice ici», ajoute celle qui bénéficierait aussi d'une crèche gratuite pour sa fille.

AUTRE MOTIVATION: LE LOGEMENT.

Si à Berlin, trouver un appartement à prix rai-

sonnable relève du chemin de croix, à Guben, pas de problème. Anika Franze, 38 ans, a renoncé aux «fêtes berlinoises» pour s'installer ici l'an dernier. Elle travaille désormais pour l'initiative, et essaye de convaincre d'autres de migrer vers sa ville d'adoption.

Pour elle, le fait d'avoir pu tester pendant plusieurs semaines la vie à Guben avant de déménager a été la clé. «Ne pas devoir décider immédiatement si on déménage, c'est un concept très moderne, un peu comme un droit de retour sous 30 jours», explique cette ancienne travailleuse sociale. Et du boulot, il y en a dans l'artisanat, l'industrie, la santé, vante Kerstin Geilich, 61 ans, responsable du projet de repopulation du Guben, notant que des usines se sont réimplantées dans la région.

Née ici, Kerstin Geilich raconte le traumatisme vécu dans les années 1990, lorsque l'économie de l'Est allemand s'est effondrée. Selon elle, les temps ont changé mais les préjugés restent difficiles à surmonter: «il est difficile de faire comprendre (aux gens), qu'aujourd'hui on peut trouver un bon emploi ici».

«CONTRIBUER À LA SOCIÉTÉ»

A trente kilomètres plus au nord, Eisenhüttenstadt a lancé cet été un programme similaire pour surmonter «le drame des années 90», selon les mots du maire Frank Balzer.

L'ex-Stalinstadt, entièrement construite en 1950 pour la sidérurgie, a perdu la moitié de sa population depuis la réunification et ses hauts-fourneaux historiques, repris par Arcelor Mittal, tourment avec quatre fois moins de personnel.

«Il faut que je donne une chance à cet endroit», insiste Melanie Henninger, candidate au déménagement pour retrouver son Brandebourg natal.

«J'aimerais contribuer à la société ici, par exemple former les personnes âgées au numérique», raconte cette consultante en informatique qui habite à Brême, ville du nord. Quant à la popularité de l'extrême droite dans la région, elle «essaie de ne pas avoir de préjugés».

L'ONU alerte Le cycle de l'eau «de plus en plus perturbé et extrême»

Oscillant entre déluge et sécheresse, le cycle de l'eau est «de plus en plus perturbé et extrême», avec des répercussions en cascade sur les sociétés, a alerté jeudi l'Organisation météorologique mondiale (OMM), une institution de l'ONU.

Les ressources mondiales en eau sont soumises à une pression croissante face à une demande croissante, et parallèlement, nous constatons une intensification des phénomènes extrêmes liés à l'eau», a déclaré la secrétaire générale de l'OMM, Celeste Saulo, au cours d'une conférence de presse.

Le rapport de l'OMM sur l'état des ressources en eau dans le monde montre clairement que le cycle de l'eau est «de plus en plus perturbé et extrême» avec des répercussions sur de nombreux secteurs comme les infrastructures, l'agriculture, l'énergie, la santé et l'activité économique en général, a-t-elle ajouté.

Le changement climatique accroît la variabilité du cycle hydrologique, favorisant les phénomènes météorologiques extrêmes, rappelle le rapport.

L'an dernier, année la plus chaude jamais enregistrée, seul un tiers des bassins fluviaux de la planète ont présenté des valeurs «normales» tandis que toutes les régions glaciaires du monde ont enregistré des pertes dues à la fonte, selon ce rapport, qui rappelle que le changement climatique accroît la variabilité du cycle hydrologique.

Par ailleurs, le bassin amazonien et d'autres régions d'Amérique du Sud, ainsi que l'Afrique australe, ont subi une grave sécheresse, tandis que les conditions étaient plus humides que la normale dans d'autres régions, notamment dans certaines zones d'Afrique, d'Asie et d'Europe centrale.

C'est la troisième année consécutive où les scientifiques ont enregistré une perte de glace généralisée dans toutes les régions glaciaires.

«Au total, 450 gigatonnes ont été perdues, soit l'équivalent d'un énorme bloc de glace de 7 km de haut, 7 km de large et 7 km de long, ou de suffisamment d'eau pour remplir 180 millions de piscines olympiques», indique l'OMM.

Cette quantité d'eau de fonte ajoute environ 1,2 mm au niveau mondial de la mer en une seule an-

née, accroissant le risque d'inondation pour des centaines de millions de personnes vivant dans les zones côtières.

«Depuis les années 1970, 9.000 gigatonnes ont été perdues, ce qui correspond à une élévation du niveau de la mer de 25 mm», a expliqué Sulagna Mishra, chargé scientifique de l'OMM.

QUANTITÉ D'EAU

La zone tropicale de l'Afrique a elle pâti en 2024 de précipitations exceptionnellement fortes, causant environ 2.500 décès et entraînant le déplacement de 4 millions de personnes. L'Europe a elle connu ses inondations les plus importantes depuis 2013, tandis que l'Asie et le Pacifique ont enduré des précipitations record et des cyclones tropicaux, qui ont fait plus de 1.000 morts, selon l'OMM.

Ces six dernières années, seul un tiers environ des bassins hydrographiques ont connu des conditions de débit normales par rapport à la moyenne de la période 1991-2020. Les deux autres tiers ont eu trop ou trop peu d'eau. Selon l'ONU, 3,6 milliards de personnes ont un accès insuffisant à l'eau au moins un mois par an. Leur nombre devrait dépasser 5 milliards d'ici à 2050. Selon l'ONU, 3,6 milliards de personnes ont un accès insuffisant à l'eau au moins un mois par an. Leur nombre devrait dépasser 5 milliards d'ici à 2050.

«La quantité totale d'eau présente sur la planète reste constante» mais les continents perdent plus d'eau qu'avant avec «la fonte accrue des glaciers et la surexploitation des eaux souterraines», a expliqué Stefan Uhlenbrook, directeur de l'hydrologie, de l'eau et de la cryosphère de l'OMM.

Il faut réutiliser l'eau disponible mais aussi bien gérer les aquifères et veiller à ce que l'eau douce issue des glaciers soient stockés pour éviter qu'elle ne file dans les océans, recommande Mme Mishra.

Elle appelle également à optimiser l'utilisation de l'eau dans l'agriculture, ce secteur utilisant environ 75 à 90% de l'eau prélevée.

Recherche sur Alzheimer Quelques avancées et beaucoup de débats



La recherche contre la maladie d'Alzheimer, dont c'est la journée mondiale ce dimanche, continue à avancer, notamment en matière de diagnostic. Mais on reste loin de savoir traiter la maladie, et de vives controverses demeurent.

QUE VALENT LES NOUVEAUX TRAITEMENTS ?

C'est le grand débat actuel autour de la maladie d'Alzheimer, la plus courante des démences avec des dizaines de millions de malades dans le monde.

TOUT JUSTE COMMERCIALISÉS, DE NOUVEAUX TRAITEMENTS ONT-ILS UN RÉEL INTÉRÊT ?

Le Kisunla (donanémab) d'Eli Lilly et le Leqembi de Biogen et Eisai (lécanémab), sont, après plusieurs décennies de recherches infructueuses, les premiers à démontrer un effet aussi marqué dans le ralentissement des symptômes. Mais ces bénéfices, uniquement constatés chez des patients en début de maladie, restent très modestes et, selon certains experts, ne font quasiment aucune différence. Or, ces médicaments peuvent aussi provoquer de graves hémorragies cérébrales. A travers le monde, les autorités sanitaires ont pris des décisions contrastées sur ces traitements. Dernière à s'être prononcée, la France a jugé inopportun début septembre de les rembourser dans l'immédiat. Si certaines associations de lutte contre la maladie, notamment au Royaume-Uni, poussent fortement pour leur autorisation, d'autres tiennent une position plus équilibrée.

Le Leqembi est une «innovation thérapeutique», mais il faut «garder à l'esprit les limitations intrinsèques» à ce traitement, prévenait au printemps France Alzheimer, principale organisation française dans le domaine.

COMMENT DIAGNOSTIQUER LA MALADIE ?

Plus discret, un autre débat agite les spécialistes,

avec un clivage grandissant entre Europe et Etats-Unis: comment diagnostiquer la maladie d'Alzheimer ? De grandes avancées ont été réalisées pour permettre un diagnostic très simple, via une prise de sang qui permet de repérer les «marqueurs biologiques» de mécanismes cérébraux impliqués dans la maladie. C'est une révolution par rapport aux tests en vigueur, par exemple des ponctions lombaires, dont le caractère lourd et coûteux exclut de fait de nombreux patients.

Un premier test sanguin est autorisé depuis mai aux Etats-Unis. Ce n'est pas le cas en Europe, mais un vaste programme est en cours au Royaume-Uni pour évaluer si ces tests changent la donne: un essai clinique vient d'être lancé.

Mais ces tests se suffiront-ils un jour à eux-mêmes? Les positions divergent. Fin 2024, l'Alzheimer's Association, l'organisation de référence aux Etats-Unis, a changé ses critères pour considérer que les seuls biomarqueurs suffisent à poser un diagnostic.

En Europe, les spécialistes continuent à considérer qu'un examen clinique approfondi restera nécessaire pour confirmer la perte des capacités cognitives et fonctionnelles.

«Beaucoup de patients ont des bio marqueurs anormaux mais ne développent jamais une démence», explique à l'AFP le neurologue néerlandais Edo Richard, par ailleurs sceptique sur les nouveaux traitements. Les deux questions se rejoignent car les défenseurs des Leqembi et Kisunla estiment qu'un diagnostic précoce, avant des symptômes cliniques marqués, pourrait multiplier l'effet de ces traitements.

LA PRÉVENTION PEUT-ELLE ÊTRE EFFICACE ?

Il y a consensus sur les multiples facteurs de risque de la maladie d'Alzheimer et plus largement des démences. Selon un bilan d'experts paru en 2024 dans le Lancet, près de la moitié des cas sont liés à des facteurs identifiables: mauvaise audition, tabagisme, obésité...

Mais les experts divergent sur le degré auquel ce constat peut se traduire en actions concrètes et efficaces.

De plus en plus d'études testent l'efficacité de programmes d'accompagnement qui encouragent les patients à une activité physique régulière et une meilleure alimentation. Mais ces essais «n'ont eu que peu ou pas d'effets sur le déclin cognitif ou l'apparition de démence», rapporte M. Richard.

Dernière en date, une étude, publiée cet été dans la revue JAMA, a mesuré aux Etats-Unis les capacités cognitives de patients qui avaient subi pendant deux ans un accompagnement intensif. Leur dégradation a été un peu ralentie, mais l'effet reste modeste.

Pour certains observateurs, «ce n'est pas grand chose», admettait mi-septembre l'épidémiologiste française Cécilia Samieri lors d'une conférence organisée par la fondation française Vaincre Alzheimer.

Mais, pour elle, «c'est déjà énorme». La chercheuse considère que seuls des essais sur dix ou quinze ans pourraient faire justice à l'efficacité d'interventions contre des troubles au développement aussi prolongé.

Publicité

EMPLOIS

■ Société à Oran recherche assistante commerciale, domaine industriel. Merci d'envoyer votre CV à : contact@af-industrie.com

PENSÉE

Cela fait 9 ans depuis que nous as quittés notre cher PAPA

Mohamed BENSETITA,

laissant un grand vide que nul ne pourra combler. Ta douleur est toujours poignante malgré toutes ces années, la mort t'a arraché à nous mais tu resteras ancré dans notre mémoire ; tu étais et seras pour nous un être exemplaire que nous aimons par-dessus tout ! Nous prions Dieu Le Tout-Puissant de l'accueillir en Son Vaste Paradis et demandons à toute personne t'ayant connu d'avoir une pieuse pensée à ta mémoire.



Société NORC ACTIVITES,

siège social à Oran, recrute :

Ingénieur en Télécommunications,

qualifié avec expérience exigée dans le domaine.

Envoyer vos CV au : norc.activ25@gmail.com

Tél/fax : 041.38.62.84

2

08.31 Bel & bien
11.00 Athlétisme
– Championnats du monde
12.00 Journal 13h00
12.30 Athlétisme
– Championnats du monde
14.50 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?
16.20 Affaire conclue,...
16.55 Tout le monde a son mot à dire
17.30 N'oubliez pas les paroles
19.00 Journal
19.30 Les rencontres du Papotin

20.10 Intuition, qui sera le plus proche ?



Dans un décor spectaculaire, 150 candidats doivent faire appel à leur intuition et leur sens de la déduction pour être le plus proche possible de la bonne réponse afin de n'être pas éliminé. Pour chaque question une fourchette indique entre quoi et quoi se trouve celle-ci. Mais au cours de la soirée, orchestrée par Cyril Féraud, accompagné de la bande des « Intuitifs » (Willy Rovelli, Cendrine Dominguez, Isabelle Vitari, Yoann Riou ou Gwendal Marimoutou), les intervalles grandissent et le nombre de possibilités...
22.25 Quelle époque !

3

09.10 Mr Magoo
09.25 Scooby-Doo
10.15 Des régions gourmandes
11.00 Enquêtes de région le mag
11.15 ICI 12/13
11.55 Athlétisme : Championnats du monde
12.30 Samedi d'en rire
15.25 Nos maisons enchantées
17.05 Questions pour un champion
18.00 ICI 19/20
19.10 Tokyo Club
19.40 Cuisine ouverte

20.10 Les secrets du Finistère



-Le garçon qui marchait sur les vagues
À La Torche, la capitale du surf breton, la découverte tragique du corps d'un jeune surfeur, abattu d'une balle en plein cœur, déclenche une enquête criminelle sous la direction du capitaine Jérémie Laubier (Jeremy Banster). En fouillant l'ordinateur de la victime, Laubier tombe sur une vidéo d'un cours donné par Morgane Le Dantec (Evelyne Bouix) à la faculté de Quimper, qui traite du mythe légendaire de la ville engloutie d'Ys. Intrigué par ce lien, il fait appel à Morgane, qui se révèle être plus qu'une simple académicienne

4

09.00 Bluey
10.55 Manger, bouger, dormir
12.25 Un jour, une question
14.34 Foot 2 rue
15.41 Ninjago, le soulèvement des dragons
16.25 Héros à moitié
18.00 L'Incroyable Bibliothèque de M. Lemoncello
19.00 Les as de la jungle à la rescousse

20.00 Premier contact



Louise Banks (Amy Adams), une professeure de linguistique, est hantée par les souvenirs de sa fille, disparue prématurément à l'adolescence à cause d'une maladie incurable. Alors qu'elle se consacre à l'enseignement, sa vie prend un tournant inattendu lorsque des vaisseaux extraterrestres apparaissent dans le ciel terrestre. Face à cette situation extraordinaire, Louise est recrutée pour une mission cruciale : comprendre le langage et les intentions de ces visiteurs interstellaires.
21.50 Galaxysymphonie – The Final Odyssey

5

08.00 Peppa Pig
08.55 Yétili
09.02 ABC Dino !
09.10 Une maison, un artiste
09.45 Silence, ça pousse !
11.45 La vie secrète des abeilles
12.40 Vivre loin du monde
13.30 Les routes de l'impossible
14.30 Des trains pas comme les autres
16.25 C dans l'air l'invité
16.40 C dans l'air
17.55 C à vous
19.00 Vu
19.05 C à vous
20.05 Echappées belles

arte

TMC

09.00 Cuisines des terroirs
09.30 Merveilleuse planète
10.15 Secrets sauvages du patrimoine
15.50 Invitation au voyage
16.30 Belfast, ville du street art
17.05 Papouasie-Nouvelle-Guinée, voyage dans un autre monde
17.50 Arte reportage
18.45 Arte journal
19.05 28 minutes samedi
21.25 La couronne du Saint Empire : Un témoin de notre histoire



11.05 Quotidien
12.44 Petits plats en équilibre
12.50 Les experts
17.15 Burger Quiz
20.10 Petits plats en équilibre
20.15 Columbo



CINE + FRISSON 19.50

JACKDAW

Acteur: Oliver Jackson-Cohen, Jenna Coleman, Thomas Turgoose, Joe,...

Dans la petite ville côtière de Hartlepool, Jack Dawson (Oliver Jackson-Cohen), un vétéran de l'armée et ancien champion de motocross, tente de mener une existence paisible tout en s'occupant de son jeune frère Simon, qui souffre d'un handicap mental. Pour subvenir à leurs besoins, Jack se retrouve impliqué dans les affaires d'un baron de la drogue local, acceptant des missions risquées qui mettent à l'épreuve sa moralité. Une nuit, il est chargé de récupérer un colis mystérieux flottant en mer, mais à son arrivée au point de dépôt, il découvre que son paiement a disparu.



CANAL+ family 19.50

LE VOYAGE DU DR DOLITTLE

Acteur: Robert Downey, Antonio Banderas, Michael Sheen, Jim Broadbent,...

Après avoir perdu sa femme, le Dr Dolittle (Robert Downey Jr.), un médecin excentrique doté du don rare de communiquer avec les animaux, se retire dans sa majestueuse demeure anglaise, coupé du monde extérieur. Sa solitude est brusquement interrompue par la visite d'une proche de la cour royale, qui lui demande d'intervenir d'urgence au palais. La reine est gravement malade et nécessite des soins immédiats. Pour lui venir en aide, Dolittle doit se lancer dans une quête audacieuse à la recherche d'un antidote, dont la clé réside dans un mystérieux arbre d'Eden, caché sur une île secrète.



CANAL+ CINEMA 20.00

LE MOHICAN

Acteur: Alexis Manenti, Mara Taquin, Théo Frimigacci, Paul Garatte,...

Joseph Cardelli, berger, travaille sur l'exploitation que lui a laissé son père, un des rares bergeries de Corse donnant encore sur la mer. Cette propriété suscite bien des convoitises, dont celle du mafieux Charles Battesti, qui envoie quelques-uns de ses hommes pour forcer Joseph à leur vendre sa propriété. Le berger refuse poliment mais fermement cette première offre. Peu de temps après, il reçoit la visite de sa nièce Vannina et d'une amie de cette dernière, Lou, de passage dans la région. Cet intermède joyeux ne dure qu'un temps, en effet, les hommes de Battesti reviennent vite à la charge.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 The Voice Kids



10.00 Téléshopping samedi
10.45 Petits plats en équilibre
10.50 Les douze coups de midi
11.50 Petits plats en équilibre
11.55 Météo
12.00 JT 13h
12.40 Reportages découverte
13.50 Grands reportages
15.10 Les Docs du week-end
16.50 50mn Inside
19.00 JT 20h
19.45 Tirage du Loto
19.50 Petits plats en équilibre

Cette onzième saison du célèbre télé-crochet réservé aux enfants promet de nouvelles séquences pleines d'émotions. Après les auditions à l'aveugle, les candidats retenus testent leur capacité de cohésion lors de l'étape des groupes avant de rejoindre éventuellement la finale pour tenter de devenir le lauréat du concours 2025. Dans les fameux fauteuils rouge, Patrick Fiori, qui éprouve ses qualités de coach depuis de nombreuses années, Matt Pokora et Soprano accueillent cette année la chanteuse à succès Santa qui vient compléter ce jury bienveillant.
22.40 Une famille en or

6

20.00 Les traîtres



09.10 Restyle
09.55 66 minutes : grand format
11.40 Météo
11.45 Le 12.45
12.35 Scènes de ménages
13.35 Cauchemar en cuisine
15.35 La roue de la fortune
17.30 Tous en cuisine avec Cyril Lignac
18.40 Météo
18.45 Le 19.45
19.35 Scènes de ménages

Eric Antoine accueille 16 personnalités parmi lesquelles les comédiennes Fabienne Carat, Helena Noguerra, Anne-Elisabeth Blateau, le mentaliste Fabien Olicard et l'ex-sélectionneur de l'équipe de France de football, Raymond Domenech, au château de Bournel (Franche-Comté). Pour pimenter la partie cette saison, trois joueurs masqués, dont l'identité et le rôle réelle restent enveloppés de mystère, entreront en jeu pour mieux perturber les autres joueurs.
22.25 Et si on se rencontrait ?

CANAL+

20.00 Rugby : Top 14
Montpellier / Toulouse



10.56 Flippé
11.00 L'hebdo Hollywood
11.16 Voyages au bout de l'effort
12.14 Canal Sports Club
12.30 Football . Premier League
14.36 Journal du foot
14.56 Canal Sport News
15.17 Avant-match Top 14
15.35 Rugby
17.51 Canal Sports Club
18.26 Canal Sport News 2e édition
18.39 Canal Rugby Club

Maël Moustin et les Montpelliérains ont terminé la saison passée dans le ventre mou du classement après avoir longtemps lutté pour se maintenir. Cette année, les Héraultais veulent s'offrir une saison plus sereine en restant loin de la zone de relégation. Pour cela, les joueurs de Joan Caudullo doivent se montrer intraitables à domicile. Ils passent ce soir un test de choix face aux Toulousains emmenés par Ange Capuozzo, champions en titre. Un succès servirait de déclic aux hommes du MHR.
22.02 Canal Rugby Club le débrief

PLANETE +

TFX

W9

08.11 American Pickers, la brocante made in USA
12.00 Lockerbie - Autopsie d'un attentat
13.43 Juan Carlos la chute d'un roi
15.19 Enquête sur les trésors enfouis de Notre-Dame
16.44 Les dernières heures de Pompéi
18.22 American Pickers, la brocante made in USA



08.00 One Piece
08.55 Pop : le magazine des pratiques culturelles des 15-35 ans
09.08 Top Info
09.10 Familles nombreuses . la vie en XXL
20.10 Chroniques criminelles



09.10 Absolument stars
10.00 Génération Hit machine
10.50 Scorpion
16.30 La petite histoire de France



FLÉCHÉS N° 9375

CA VEUT DIRE ÇA QUE ÇA VEUT DIRE !								
					FOU, CINGLÉ NOTE ETRE A VOUS		PAYS LETTRES AU PRINCE	
	SUD-OUEST REGISTRE DE COMMERCE		EN ROGNE REGLE MAIS OUI			ALLURE DE CHEVAL ENTRE LE PAS ET LE GALOP		
				PRECIS A DEUX PAS !				
								TRACAS, ENNUI INSULTES
	PANNEAU LAISSER SUR LA PAILLE		DEUX A TROIS PIQUEES DES VERS			RADIUM DEMONSTRATIF		
EXTRA ! ENCHANTÉ					ARBRE A CONES FLEUVE ITALIEN			
					SE SAUVERA POLYGONE A TROIS COTÉS		OUVRE PORTE ET FENETRES	
			NEGATION SOURCE LOCALE			CONTRACTÉ FLOTTE POIL A L'OEIL		
		PAS SUR ! A LA MODE POSSESSIF						
			ENERVER ENFILE BRILLER					
FRINGALE, CREUX, BESOIN DE MANGER					MALADIE DE CLEBS ARTICLE			

1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

1. Protecteur de la culture.
2. Marque du temps.
La belle et la bête.
Donne de la bande.
3. Coupe en règle.
On lui a mis une affaire
sur le dos !
4. Bêtes de la cascabelle.
5. Cité de l'UE. Traité.
6. Répare un oubli.
A brillé avec éclat.
Grecque.
7. Va dans le futur.
Un bout à tirer.
8. Abattues.
9. Gardés à vue.
Femme à la force herculéenne.
10. Va. Entre l'homme et la bête.

- A. Hâtifs.
- B. Surs.
- En bataille (en).
- C. Fait pareil.
- Pronom.
- Donne un ordre.
- D. En mis du poids.
- Rouge chez big-bang.
- E. En réalité.
- Jurassique inférieur.
- F. Autre part.
- G. Poissons.
- Coupe du monde.
- H. Elle prend du poids.
- Chevalier deux sexes.
- I. Salut à la belle véronique. Peut alors ruer dans les brancards.
- J. Symbole de gaz.
- Patates... douces.

I	P	T	N	E	M	E	L	L	E	M	R	O	F	T
P	E	R	E	R	U	T	I	N	R	U	O	F	G	O
E	T	P	E	R	E	P	O	L	A	G	G	L	A	P
K	I	A	E	T	I	L	A	U	Q	A	O	R	U	K
E	N	R	E	R	E	P	O	C	R	B	M	E	N	C
T	R	O	P	E	R	R	A	A	U	U	A	N	E	A
I	E	D	U	R	J	R	G	L	R	Q	C	I	E	J
L	T	I	O	U	R	E	E	E	U	O	R	M	I	R
A	A	E	P	E	R	M	R	A	U	E	V	S	X	E
C	R	E	M	U	U	I	R	T	C	O	E	N	A	L
O	F	E	S	S	E	I	U	R	Y	M	E	E	L	E
L	N	I	I	S	U	R	E	O	I	O	U	I	A	C
T	R	Q	R	M	E	M	U	S	N	P	T	O	G	R
B	U	O	C	S	U	M	R	E	G	L	A	G	E	O
E	T	N	O	I	T	A	T	A	T	S	N	O	C	M

FOVILLIS N° 9375

SUDOKU N° 9375

1 P	2 I	3 C	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

5	13	9	2	3	14	6	9	7	6
15	17	9	8	17	10	7		6	10
6	11		5	9		1	17	4	8
4	6	5	12	2	7	6		1	2
2	4		2	10		3	4	6	6
3	6	16	6	6		6		10	4
5	10	6		15	6		6	8	6
10	8		4	6	8	2	4	6	
2		8	6	10	9	7		15	10
7	17	2		8	2	7	7	6	17
15	2	8	6		7	9		10	8
6		9	8	6		6	10	8	5
	5	11	5	2	7	7	6		2
1	2	6	8	4	6		8	2	4
1	6	4	7	6		9	7	6	6

SUDOKU N° 9375

7	9		1	6				
		4	7			9		5
		8			9	2		
			6	8		7		
1	3			5	4			
	6	3		4	7	5		
4	5		8			6	7	
2	7			1			4	

FLECHES N°9374

P	R	O	M	E	S	S	E	
E	N		E	P	I	A		T
R		K	G		S	C	I	E
L	A		O	N		R		S
E	D	I	T	E	R	E	N	T
	O	S		R	A		O	
G	R		A	V	I	S	E	R
R	E	G	L	O		O		U
A	R	E		S	E	L	L	E
N		R	E	I	N		O	R
D	E	B	U	T	A	N	T	
E	T	E	T	E		B	O	L

D	I	A	M	A	N	T	E
---	---	---	---	---	---	---	---

D	I	A	M	A	N	T	E	E	
I	N	T	I	M	E		N	E	
A	G	R	E	S	T	E	S		
B	R	E	L	E		V	I	R	
L	A		L		P	I	L	O	
E	T	R	E	I	N	T	E	S	
M		O	U	I		E		S	
E	M	I	S		T		P	E	
N	A		E	T	E	S	I	E	
T	I	C	S		L	I	S	S	

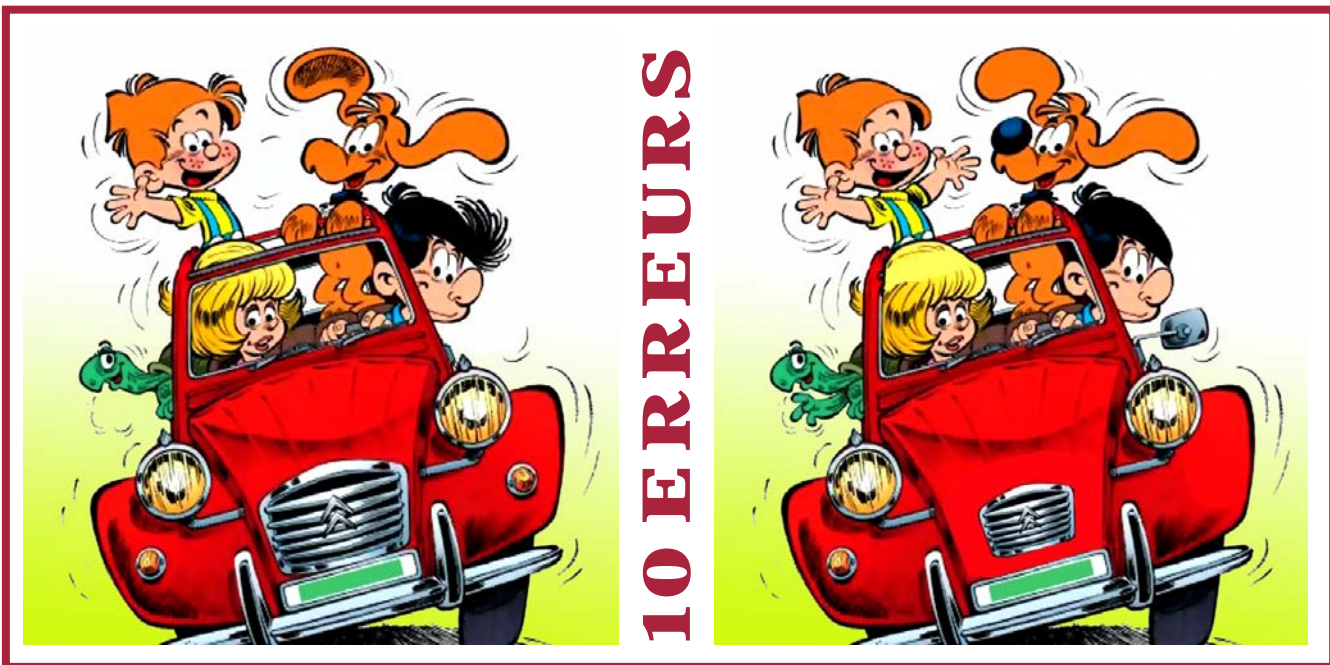
5	4	2	3	7	8	6	1
---	---	---	---	---	---	---	---

5	4	2	3	7	8	6	1
7	9	3	4	6	1	5	8
6	1	8	2	9	5	3	4
9	6	1	5	8	3	2	7
4	3	7	9	1	2	8	5
2	8	5	6	4	7	9	3
3	5	6	7	2	4	1	9
8	2	4	1	3	9	7	6
1	7	9	8	5	6	4	2

1	2	3	4	5	6
A	B	V	E	S	

7	8	9	10	11
N	I	U	L	C
13	14	15	16	17
M	B	G	O	D
19	20	21	22	23

FOUILLIS N° 9374:
BRULER (Bru - Les



**Plus de 70%
de la population
syrienne
a besoin d'une
assistance**



Le secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence de l'ONU, Tom Fletcher, a exprimé jeudi son inquiétude face à la situation humanitaire en Syrie, affirmant que plus de 70 % de la population a besoin d'une assistance.

Lors d'une réunion du Conseil de sécurité sur la situation dans le pays, M. Fletcher a rappelé aux membres du Conseil l'ampleur du désastre, soulignant que «plus de 70 % de la population a besoin d'une assistance» et «plus de 9 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë».

Et malgré une meilleure coopération avec les autorités, malgré des progrès dans l'acheminement de l'aide et une hausse significative des distributions, l'appel humanitaire pour cette année n'est financé qu'à hauteur de 18 %.

**Tunisie :
les exportations
industrielles
en hausse**



Les exportations industrielles tunisiennes ont progressé de 1,9% au premier semestre 2025, par rapport à la même période de l'année dernière, atteignant 29,48 milliards de dinars (environ 10,2 milliards de dollars), a annoncé jeudi l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII). Selon la même source, les importations du secteur ont augmenté de 8%.

Par branches, les exportations des industries mécaniques et métallurgiques ont progressé de 6,2%, tandis que leurs importations bondissaient de 14,5%. Les exportations textiles et habillement ont légèrement augmenté de 1%, pour des importations en hausse de 4%.

En revanche, les exportations agroalimentaires ont reculé de 23,3%, avec des importations en baisse de 7%.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

La France suspend sa coopération antiterroriste avec le Mali, expulse deux diplomates



La France a suspendu sa coopération antiterroriste avec le Mali et sommé deux diplomates maliens de quitter son territoire, en réponse à l'arrestation en août à Bamako d'un agent diplomatique français, a appris l'AFP vendredi de source diplomatique française.

Les deux diplomates, membres de l'ambassade et du consulat du Mali à Paris, ont été «déclarées persona non grata et ont jusqu'à samedi pour quitter le territoire», a déclaré cette

source. Le 15 août, la junte militaire au pouvoir au Mali, pays d'Afrique de l'Ouest coustumier des troubles politiques en proie depuis plus d'une décennie à des groupes jihadistes, avait annoncé l'arrestation d'un Français soupçonné de travailler pour le «service de renseignement français».

Les autorités du président Assimi Goïta avaient accusé des «Etats étrangers» d'être derrière une tentative de déstabilisation des institutions menée par «un groupuscule d'éléments margi-

naux des forces armées de sécurité malienne». Le ministère français des Affaires étrangères avait dénoncé des «accusations sans fondement» et demandé la «libération sans délai» de son ressortissant, membre de l'ambassade de France.

Selon cette source, les autorités maliennes, informées des mesures françaises, ont réagi mercredi en déclarant de leur côté persona non grata «cinq personnels» de l'ambassade de France, qui avaient déjà quitté le Mali dimanche.

Frappes sionistes sur cinq localités du Liban

Israël a mené jeudi des frappes aériennes sur cinq localités du sud du Liban.

L'armée israélienne mène régulièrement des attaques au Liban, affirmant cibler le Hezbollah, malgré un accord de cessez-le-feu qui a mis fin en novembre 2024 à plus d'un an de conflit, dont deux mois de guerre ouverte, entre Israël et le mouvement libanais pro-iranien.

L'agence de presse officielle libanaise ANI a fait état d'une frappe sur Mais al-Ja-

bal, une ville frontalière ravagée par la dernière guerre, où le ministère de la Santé a fait état d'un blessé.

Des frappes ont également touché les villes de Debbin, Bourj Qalaouiyyé, Al-Chahabiya et Kfar Tibnit.

Un journaliste de l'AFP près de Debbin a vu des nuages de fumée noire s'élever au-dessus de cette localité après les frappes. L'ANI a indiqué que les routes partant de Kfar Tibnit étaient pleines d'habitants ayant fui leurs maisons.



**Surendetté,
le Sénégal
fait appel
à sa diaspora
pour se financer**



Le gouvernement sénégalais a fait appel à sa diaspora pour l'aider à se financer en lançant jeudi un emprunt obligataire de 300 milliards de francs CFA (450 millions d'euros), dans un contexte de graves difficultés budgétaires.

Ce pays d'Afrique de l'Ouest est confronté à une situation économique préoccupante, avec un déficit budgétaire de 14% et un encours de la dette publique représentant 119% du PIB. Le taux de chômage est évalué à 20% alors que la pauvreté atteint 35,7% de la population.

Au nom de la «souveraineté économique», les autorités veulent avoir recours à «des modes de financement alternatifs impliquant la contribution des investisseurs nationaux, de la diaspora et des partenaires internationaux», indique un communiqué du ministère des Finances et du Budget.

Les emprunts obligataires permettent à des Etats de lever des fonds en empruntant sur les marchés. Ces titres de créance ont une date de remboursement fixée à l'avance et rapportent un intérêt, qui comme la date n'a pas été précisé par le gouvernement.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

RENTREE SCOLAIRE ET DES GENERATIONS AU PAS DE CHARGE

Près de 12 millions d'élèves prendront demain le chemin des écoles. Rejoints par plus de 2 millions d'autres aux portes des universités, le chiffre donne le tournis quand on tente d'évaluer la charge gigantesque à laquelle doit faire face l'Etat.

Mais plus que les efforts colossaux immédiats à consentir et à déployer dans cette étape importante de l'éducation nationale, toutes les branches d'enseignement confondues, la colossale vague d'une génération entière à bien entretenir et à convenablement gérer renvoie à une logique interrogation sur son devenir et son intégration future dans la société.

Au fur et à mesure, face à son avancée par vagues successives dans la

vie active, l'idéal serait d'éviter de se contenter de leur parage obligé par leurs fastidieux besoins qu'elles sont en droit d'exiger. Pour leur intégration dans leurs vies d'adultes, l'adaptation des multiples équipements sociaux n'est pas pour l'Etat et pour la société une sinécure et une planification générale aisée. L'emploi, le logement, la santé, le transport et d'autres accompagnements essentiels pour une vie normale sont d'autant d'éléments exigibles pour que le pays évolue dans la sérénité et prétende au progrès.

Sans ces supports vitaux, avec

intelligence et prospective établies, tous les efforts entrepris actuellement par l'Etat seraient voués à l'échec.

Entreprises assurément fastidieuses en ces temps de vaches maigres, où le pays secoué par des crises répétitives doit faire face à d'innombrables préoccupations. Au vu de la situation actuelle mondiale catastrophique, les horizons ne sont pas prometteurs pour les générations montantes. Pour se prémunir des aléas d'un futur douteux, la société algérienne est mise en demeure de faire preuve de génie. Pour ce faire, cette exigence n'est pas de l'ordre de l'impossible.

Il lui suffit seulement de s'animer d'un patriotisme sans relâche et que chaque Algérien s'arme du sens de la responsabilité vis-à-vis des générations qui arrivent au pas de charge.